

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 5 septembre 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°460 ■

Chronique Eco

**Les défis du
prochain mandat
présidentiel**

P 16

PRODUCTION DE LAIT EN POUDRE

La première phase du projet «Baladna» lancée

Doté d'une enveloppe financière de plus de 3,5 milliards de dollars, les travaux de réalisation de la première phase du projet intégré algéro-qatari, fruit d'un partenariat entre le Fonds national d'investissement (FNI) et la société qatarie Baladna pour la production de lait en poudre, ont été lancés mardi dans la commune de Tamakten (est de la wilaya d'Adrar). P 3



TRAVAUX PUBLICS

**Création d'un Groupe
de travaux maritimes**

Le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, a annoncé, mercredi, la création d'un Groupe de travaux maritimes, en vue de développer les infrastructures maritimes du pays, et de réaliser les projets programmés.

P 2

PRÉSIDENTIELLE

**Les électeurs votent
dans les bureaux
itinérants dans le Sud**



Les électeurs des régions enclavées et éparses des wilayas du Sud du pays ont commencé à affluer, mercredi, aux bureaux itinérants pour se prononcer, en avance de 72 h réglementairement, sur leurs candidats dans le cadre de la présidentielle du 7 septembre.

P 5

FABRICATION DES ARTICLES
SCOLAIRES

**Hausse remarquable
des investissements**

La filière de la fabrication des fournitures scolaires connaît une hausse notable des investissements au cours des dernières années, ce qui a permis d'accroître la part de la production locale sur le marché national et d'atteindre l'autosuffisance dans certains produits.

P 3



PÉTROLE

Le Brent autour de 74 dollars à Londres

Les cours du pétrole hésitaient mercredi, les acteurs du marché évaluant la probabilité d'un accroissement de l'offre, tout en se préparant à la publication de nouveaux indicateurs essentielles pour comprendre la trajectoire économique américaine. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, grappillait 0,54% vers 11h40 à 74,15 dollars, peu après avoir touché 72,63 dollars, un plus bas depuis décembre 2023. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, prenait tout juste 0,57%, à 70,74 dollars. Plus tôt dans la séance, le WTI était tombé à 69,19 dollars le baril, un niveau également inédit depuis décembre 2023. Après leur plongeon de la veille, les prix oscillaient en fonction d'une augmentation potentielle de l'offre de l'Opep+ et de la Libye, expliquent des analystes. Début juin en effet, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+) avaient annoncé leur volonté d'accroître leur production à partir d'octobre, en mettant fin aux réductions volontaires supplémentaires de certains membres. Mais l'alliance discuterait désormais de la possibilité de retarder la mise en œuvre de ce plan, d'après des informations de l'agence Bloomberg dévoilées mercredi, qui ont fait remonter les cours. La conjoncture économique morose en Chine, premier importateur de pétrole, présage d'une faiblesse de la demande et d'un potentiel déséquilibre, avec une offre susceptible d'augmenter. Aux Etats-Unis, l'activité industrielle a continué à se contracter en août, selon l'indice ISM publié mardi, alors que la saison estivale touche à sa fin dans l'hémisphère nord, synonyme d'une moindre demande en essence. Mais il est possible que "le marché pétrolier s'avère sous-approvisionné malgré la faible demande chinoise de pétrole, car la demande reste forte dans d'autres pays", souligne-t-on. Par ailleurs, l'attention se portera durant la séance sur le rapport économique de la Fed appelé "Livre beige", une enquête réalisée auprès des entreprises et acteurs économiques, ainsi que sur des statistiques sur l'emploi américain (JOLTS) en juillet aux Etats-Unis.

TRAVAUX PUBLICS

Création d'un Groupe de travaux maritimes

Le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, a annoncé, mercredi, la création d'un Groupe de travaux maritimes, en vue de développer les infrastructures maritimes du pays, et de réaliser les projets programmés.

Par S R.

L'Assemblée générale constitutive du Groupe des travaux maritimes "GTM", s'est tenue mardi, sous la présidence du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, et en présence des membres de l'Assemblée générale, représentant les ministères des Finances, de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, et des Transports, a indiqué le ministère dans un communiqué. La création de ce Groupe, intervient en concrétisation «des décisions de la réunion du Conseil des ministres tenue le 15 juillet dernier, portant création d'une société algérienne de grands travaux maritimes, et en exécution des décisions du Conseil des Participations de l'Etat (CPE), issues de sa 187e session tenue le 5 août dernier», indique le communiqué du ministère. A cette occasion, Rakhroukh, a mis en

avant l'importance pour l'Algérie de disposer d'un Groupe spécialisé dans la réalisation d'installations maritimes, assurant que le nouveau Groupe, permettra de renforcer les capacités de l'outil national de réalisation, et de contribuer au développement des capacités concurrentielles devant les groupes mondiaux, ce qui permettra à GTM de bénéficier des grands projets structurants. Il a, en outre, mis l'accent sur l'impératif de «renforcer la coopération entre les différents acteurs du Groupe, afin de promouvoir son rôle, de manière à contribuer au développement des infrastructures maritimes du pays et à l'optimisation de leur performance». Dans son communiqué, le ministère a indiqué que le GTM «constituera un outil efficace pour la réalisation des investissements prévus dans le cadre du développement des infrastructures maritimes devant accompagner la dynamique que connaît l'économie

nationale, d'où la nécessité de mobiliser tous les moyens et capacités pour atteindre plusieurs objectifs, notamment la création d'emplois, mais aussi pour répondre aux besoins de l'économie nationale, et promouvoir les prestations fournies en vue de s'aligner sur les standards internationaux». Dans ce sens, la réalisation du grand port d'El Hamdania vise à doter le pays d'un centre logistique de niveau mondial, avec plusieurs objectifs, à commencer par le développement commercial, grâce au renforcement des réseaux commerciaux et des flux maritimes. La modernisation du secteur des infrastructures portuaires a été identifiée comme centrale. Ce projet GTM s'inscrit, donc, dans le cadre de la poursuite des efforts visant à soutenir l'activité d'exportation, en plus des avantages et des mesures décidés pour accompagner les opérateurs économiques et la promotion des exportations hors hydrocarbures.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DANS LE MONDE ARABE

L'Algérie réalise des avancées notables dans l'énergie solaire

Par Mourad A.

L'Algérie, pays aux vastes étendues désertiques et au potentiel solaire immense, se prépare à jouer un rôle central dans la transition énergétique du monde arabe. Selon un rapport récent de la plateforme « Attaqa.net » sur les projets d'énergie solaire dans la région,

l'Algérie se positionne comme un acteur clé, en phase avec les ambitions renouvelables de ses voisins. Alors que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis dominent actuellement le secteur avec des capacités solaires installées impressionnantes, l'Algérie n'est pas en reste. Le pays prévoit de développer 7 GW de capacité so-

laire dans les années à venir, dont 6 GW déjà annoncés et 1 GW en phase préliminaire de construction. Ces projets sont cruciaux non seulement pour répondre aux besoins énergétiques croissants du pays, mais aussi pour diversifier un mix énergétique encore largement dominé par les hydrocarbures. Riche en ressources solaires,

l'Algérie bénéficie de conditions géographiques et climatiques idéales pour exploiter cette énergie inépuisable. Les efforts du gouvernement pour attirer les investissements et les partenariats internationaux dans ce secteur commencent à porter leurs fruits, avec une augmentation notable des projets annoncés.

INDUSTRIE PHOTOVOLTAÏQUE

Augmentation de la capacité de production de 35%

Synthèse S R

La capacité de production annuelle de l'industrie photovoltaïque nationale a augmenté en 2023 pour atteindre 469 MW, contre 346 MW en 2022, soit une croissance de 35%, selon le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFEE). L'Algérie dispose en effet de six usines de montage et d'encapsulation des modules photovoltaïques (PV) à fin 2023, avec une capacité de production totale de 469 MW, en hausse de 123 MW par rapport à 2022, d'après les données fournies par le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, citées

dans le 4ème bilan des réalisations dans le domaine des énergies renouvelables du CEREFEE, dont l'APS a obtenu une copie. L'ensemble de ces usines a produit près de 12,47 MW, à travers l'emploi direct de 283 personnes, ajoute la même source. Le secteur industriel compte également deux usines de production des batteries solaires, avec une capacité de production totale annuelle avoisinant 19.000 unités, deux unités de fabrication de chauffe-eau solaires, deux fabricants de câbles solaires avec une capacité de production annuelle de 1.250 km, ainsi que quatre unités de production de structures et supports pour les systèmes PV. En 2023, trois nouvelles unités de production et fabrication de systèmes

d'éclairage public solaire ont été inaugurées, avec une capacité de production annuelle de 510.000 unités, selon la même source. Au total, les 19 entreprises comptent environ 2.188 employés directs. Pour soutenir le développement de cette industrie, un appui considérable a été apporté à la formation dans le domaine des énergies renouvelables (EnR). Ainsi, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS) compte à fin 2023, près de 1.033 enseignants chercheurs et chercheurs permanents qui activent dans ce domaine, dont 87% de l'effectif total ont obtenu le diplôme de doctorat et 60% sont du rang magistral. En matière d'infrastructures de recherche et développe-

ment dans le domaine des EnR, le MESRS dispose de 46 laboratoires de recherche, deux centres de recherche (CDER et CRTSE) avec cinq unités de recherche et quatre plateformes technologiques et une Ecole nationale supérieure spécialisée en énergies renouvelables. Un réseau thématique de recherche en hydrogène a été créé en 2023. De plus, durant la période 2020-2023, le MESRS a lancé 48 projets de recherche à impacts socio-économiques dans le domaine des EnR et de l'efficacité énergétique, dont 12 projets dans le domaine de l'hydrogène et 27 projets dans le cadre du Programme national de recherche (PNR) dans le domaine de la sécurité énergétique.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PRODUCTION DE LAIT EN POUDRE

La première phase du projet «Baladna» lancée

Doté d'une enveloppe financière de plus de 3,5 milliards de dollars, les travaux de réalisation de la première phase du projet intégré algéro-qatari, fruit d'un partenariat entre le Fonds national d'investissement (FNI) et la société qatarie Baladna pour la production de lait en poudre, ont été lancés mardi dans la commune de Tamakten (est de la wilaya d'Adrar).

Par Reda Hadi

Il faut souligner surtout que celui-ci (le projet) constitue l'initiative la plus considérable de son genre au niveau mondial et la première en son genre sur le territoire algérien. Lors du lancement des travaux, il a été précisé que la première phase du projet consiste notamment en des travaux de prospection pour la réalisation des puits exploratoires avant l'élaboration d'une étude sur la nature des eaux souterraines. L'importance de cette réalisation est énormément attendue par les habitants locaux, car à la clé ce ne sont pas moins de 5 000 emplois qui sont attendus. Au-delà de l'importance de ce projet, des économistes soulignent, que c'est surtout un pas important dans la politique initiée par les pouvoirs publics, pour assurer notre sécurité alimentaire. En effet, une fois en pleine activité, les

chaines pour s'alimenter en lait, ne seront qu'un lointain souvenir. Une fois à terme cette structure qui s'étale sur une superficie de 117.000 hectares (ha), répondra aux besoins nationaux de lait en poudre, à hauteur de 50 %, mais pas que. Outre la production de lait en poudre, cette méga structure, permettra d'approvisionner le marché local en viande rouge, et contribuera à la production des céréales et fourrages en application du système de rotation des cultures au niveau des trois périmètres agricoles relevant du projet. Il se déploie en trois complexes, chacun englobant une exploitation fourragère et une exploitation d'élevage bovin, assortis d'une unité de production de lait en poudre. À l'échance de la neuvième année du projet, le cheptel bovin devrait avoisiner les 270 000 têtes, pour une production annuelle projetée à 1,7 milliard de litres de lait. D'aucuns assurent surtout, que cette entre-

prise, est système agricole-industriel intégré dédié à la production laitière, susceptible non seulement de réduire la dépendance de l'Algérie vis-à-vis des importations de lait, mais également de contribuer à limiter les importations de tous les intrants nécessaires à la production, tels que le fourrage et autres matériels. Conçu spécifiquement pour s'adapter au contexte environnemental algérien, tenant compte du climat et de la typologie du sol, ce projet s'appuie sur les technologies agricoles de pointe à l'échelle mondiale en matière d'agriculture, d'irrigation, d'élevage, de traite et de transformation. Le dessein principal de ce projet réside dans la réduction de la dépendance de l'Algérie vis-à-vis des importations de lait en poudre, en vue d'atteindre l'autosuffisance, et les pouvoirs publics espèrent que le succès de cette initiative attirera un accroissement des investissements étrangers directs en Algérie,

en suscitant l'intérêt des investisseurs pour un cadre propice et dynamique, favorable à l'essor des investissements et à l'émergence de nouvelles entreprises. Le SG du ministère de l'Agriculture, Bensaâd, a lors des lancements des travaux spécifié que la fluidité qui a estimé que «cet investissement est le fruit d'un partenariat privilégié entre l'Algérie et le Qatar». Et d'affirmer que le plan national de développement des cultures stratégiques en cours de concrétisation sur le terrain dans des projets d'investissement nationaux et dans le cadre du partenariat avec des opérateurs économiques étrangers, vise à atteindre l'autosuffisance en céréales jusqu'en 2027, et ce, à travers la mise à niveau de 500.000 ha de terres agricoles dans le sud, la création d'une superficie 220.000 ha pour la production du maïs, 20.000 ha pour les légumes secs et 300.000 ha pour les graines oléagineuses.

FABRICATION DES ARTICLES SCOLAIRES

Hausse remarquable des investissements

Par R E.

La filière de la fabrication des fournitures scolaires connaît une hausse notable des investissements au cours des dernières années, ce qui a permis d'accroître la part de la production locale sur le marché national et d'atteindre l'autosuffisance dans certains produits. S'exprimant à l'APS, plusieurs opérateurs économiques dans cette filière ont été unanime à souligner que les réformes du cadre d'investissement en Algérie et l'amélioration du climat des affaires ces dernières années, d'une part, ainsi que la politique de régulation des importations, d'autre part, ont favorisé d'aller davantage vers la production des fournitures scolaires afin de répondre à la demande du marché national avec

des capacités locales. Dans ce sens, le gérant de l'entreprise "Mab Stationery", spécialisée dans le commerce de gros des articles scolaires, Abderahmane Meziani, a affirmé que la part de la production nationale dans ce domaine a considérablement augmenté par rapport aux années précédentes, ce qui a contribué à une offre abondante et à une baisse des prix. M. Meziani a indiqué que plus de la moitié des stocks de son entreprise, dont le siège est à El-Affroun (wilaya de Blida), sont actuellement composés de produits nationaux, alors que l'importation dominait le marché national les années précédentes. Il a expliqué à ce sujet que l'analyse du marché (production des usines locales et importation) permet de constater que les produits nationaux couvrent désormais entière-

ment les besoins dans plusieurs articles, tels que les règles, tandis que les ardoises de différents types sont produites localement à plus de 95%. A cela s'ajoutent les cartables, sacs à dos et les troussees scolaires, qui connaissent une augmentation de la production locale, représentant, 30% de l'offre sur le marché, selon le constat du M. Meziani. L'industrie nationale connaît également une hausse notable de la production et une "amélioration de la qualité" dans de nombreux autres produits, tels que le papier millimétré et calque, la pâte à modeler, les stylos et les cahiers, souligne le gérant. Pour sa part, le gérant de la société "FABS", spécialisée dans la fabrication de fournitures de bureau et scolaires, Oualid Ouled Daoud, a déclaré que le dynamisme du secteur industriel

du pays a encouragé à intensifier les efforts pour répondre aux besoins nationaux dans une première étape, avant de se tourner vers de nouveaux marchés. Il a révélé dans ce cadre, que sa société, dont le siège social est à Ghardaïa, a déjà commencé à exporter vers plusieurs pays, notamment la Mauritanie, la Libye, la Tunisie et le Sénégal. La société produit plusieurs types de fournitures scolaires dans ses unités industrielles situées à Ghardaïa, Blida, Boumerdès et Alger, parmi lesquelles des stylos, des gommes, des tableaux, du papier à dessin, des cahiers et des classeurs, avec des taux d'intégration variables qui "devraient augmenter à l'avenir", selon le responsable. Quant au directeur adjoint de l'entreprise "El Hilal", spécialisée dans la transformation du papier,

Othmane Mechrak, il a affirmé que les facilités accordées ces dernières années au profit du secteur ont permis aux opérateurs d'étendre leurs activités, ce qui a conduit à un excédent de production en ce qui concerne les cahiers scolaires. L'entreprise vise ainsi à augmenter sa capacité de production en intégrant deux nouvelles unités de production dans le domaine des cahiers scolaires et des rames de papier, qui devraient répondre à toute augmentation de la demande sur le marché local et de se tourner vers l'exportation. Selon les chiffres du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, le marché local des fournitures scolaires a vu plus de 25 importateurs se transformer en producteurs au cours de la période récente.

DES PRÊTS TEMPORAIRES POUR LA RÉALISATION DE PROJETS PAR DES COMMUNES

L'Intérieur adopte un nouveau mode de financement

Par Mourad A.

Dans le cadre des efforts visant à établir une base économique locale solide et à diversifier les sources de financement des budgets municipaux, des contrats de prêts temporaires ont été signés au siège du Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire, sous la supervision du Secrétaire Général, Arabi Merzouk. Ces prêts, accordés par le Fonds de Solidarité et de Garantie pour les Collectivités Locales, sont destinés à trois communes : Chelghoum Laïd (Mila), Tidjelabine (Boumerdès) et Tifra (Béjaïa). Ces prêts permettent de financer des projets d'envergure susceptibles de stimuler le développement économique local. À Chelghoum Laïd, dans la Wilaya de Mila, un prêt a été accordé pour l'extension et l'aménagement du marché de gros de fruits et légumes. Ce projet vise à revitaliser le secteur

commercial local en améliorant les infrastructures du marché, ce qui devrait attirer davantage de commerçants et générer des revenus supplémentaires pour la commune. Dans la Wilaya de Boumerdès, la commune de Tidjelabine bénéficie également d'un prêt temporaire pour achever l'aménagement de son marché hebdomadaire de voitures. Ce projet stratégique est destiné à attirer acheteurs et vendeurs de véhicules de tout le pays, promettant ainsi une augmentation significative des revenus municipaux. Quant à la commune de Tifra, située dans la Wilaya de Béjaïa, le prêt est alloué pour finaliser la construction d'un établissement thermal «Sillal». Ce projet offre un double avantage : il attire des visiteurs grâce à ses vertus thérapeutiques tout en augmentant les recettes locales. Ces initiatives illustrent l'engagement du gouvernement à promouvoir un développement local durable en permettant aux communes de diversifier leurs sources de revenus et de

renforcer leur autonomie financière. Elles soulignent l'importance d'une telle approche pour établir une base économique plus solide et encourager une croissance durable à l'échelle locale. Les efforts pour renforcer l'économie locale et diversifier les sources de financement des budgets municipaux se manifestent à travers plusieurs initiatives spécifiques dans diverses communes algériennes. Soutenues par des institutions comme le Fonds de Solidarité et de Garantie des Collectivités Locales, ces initiatives visent à financer des projets locaux stratégiques. Par exemple, des prêts temporaires ont été accordés pour l'extension et la modernisation des marchés locaux, la construction de nouvelles infrastructures telles que des bains thermaux, et l'aménagement de marchés hebdomadaires. Ces projets sont essentiels non seulement pour stimuler l'économie locale en créant des emplois et en augmentant les revenus municipaux, mais aussi

pour améliorer la qualité de vie des habitants. L'approche adoptée par l'Algérie est en accord avec les pratiques internationales qui mettent l'accent sur le renforcement des capacités financières des collectivités locales pour qu'elles puissent investir dans des infrastructures ayant un impact significatif sur le développement durable. Cela inclut des projets d'adaptation au changement climatique, la promotion des énergies propres et le soutien à l'autonomisation économique des populations locales. L'objectif est de créer des économies locales résilientes et diversifiées, tout en augmentant la marge de manœuvre budgétaire des autorités locales pour répondre aux besoins croissants des communautés. Ces initiatives sont également alignées avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), qui visent à réduire la pauvreté tout en favorisant une croissance économique inclusive et durable.

Saihi rencontre les cadres du secteur chargés de l’élaboration de la deuxième version du Plan d’action malade

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a tenu, mardi, une réunion avec les cadres de l'administration centrale chargés de l'élaboration de la deuxième version du Plan d'action malade (PAM), indique un communiqué du ministère. Après avoir écouté les présentations des participants, M. Saihi a appelé à "redoubler d'efforts pour perpétuer le changement positif opéré dans le secteur de la santé" à travers "la participation active des différents acteurs et intervenants à l'enrichissement de la première version du PAM et l'adoption des propositions formulées". "L'amélioration de la prise en charge du patient passe par l'accès à tous les services de santé", a affirmé le ministre, précisant que "tel est l'objectif principal et stratégique du PAM dans sa version modifiant et complétant la première version". Et d'ajouter que la deuxième version vise à "accorder une importance capitale aux services des urgences en les dotant de tous les services dont le patient a besoin, y compris l'imagerie médicale, tout en rétablissant le rôle du médecin référent". Il s'agit aussi de "garantir la disponibilité des médicaments" et de "promouvoir la prévention" à travers la mise place d'"un nouveau cadre juridique axé sur le principe de prévention et de contrôle par la mobilisation de toutes les ressources matérielles et humaines et l'adoption des mesures permettant de réduire la propagation des maladies et de faire face à celles émergentes", a-t-il poursuivi.

Alliance Assurances annonce la mise en paiement des dividendes à ses actionnaires

Comme le stipule notre communiqué de presse du 10 juin 2024 relatif à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et au bilan financier de l'exercice 2023, Alliance Assurances a le plaisir d'annoncer la mise en paiement, ce jeudi 12 septembre, d'un dividende de 30 DA par action au profit de ses actionnaires. Résolution 3 : Ci-dessous les termes de la 3e résolution adoptée à l'unanimité par l'AGO réunie le 6 juin 2024.

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 06 juin 2024, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration décide ce qui suit : Le dividende par action est fixé à 30DApour chacune des 9 287 217 Actions composant le capital social. La date de sa mise en paiement aura lieu avant la fin du délai réglementaire imparti et arrivant à son terme le 30 Septembre 2024. Ainsi, Alliance Assurances se conforme à ses engagements de transparence et d'information vis-à-vis des autorités boursières et ses actionnaires et valorise leur rôle et leur confiance en partageant avec eux les fruits de son succès. À titre de rappel, Alliance Assurances a réalisé un chiffre d'affaires de 5,851 milliards DZD soit un taux de croissance de + 7.4 % par rapport à l'année financière 2022. En outre, la compagnie a réalisé un résultat net de 439,99 millions DZD au 31 décembre 2023 (VS 542,97 millions DZD au 31 décembre 2022). Enfin, Alliance Assurances et à sa tête son président directeur général, M. Hassen Khelifati tient à réitérer, à cette occasion, ses vifs remerciements à l'ensemble de ses actionnaires de leur confiance, leur collaboration et leur fidélité.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Renforcer la coordination afin de moderniser le système national

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, mardi à Alger, une rencontre avec la Mission algérienne chargée de la présentation, au niveau international, des progrès réalisés dans le processus de modernisation et de développement du système national de prévention et de lutte contre les risques du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, se félicitant des efforts accomplis dans cette démarche, indique un communiqué du ministère. Dans son allocution d'ouverture, M. Faïd a souligné l'impératif d'assurer la continuité en maintenant un rythme soutenu dans les travaux des groupes de travail spécialisés, et de renforcer la coordination entre les parties prenantes afin de moderniser le sys-

tème national et le mettre en conformité avec les normes internationales en vigueur. Il a également affiché son "soutien total" et ses encouragements "sincères" aux membres de la Mission dans leurs travaux, mettant en avant l'importance de cette rencontre qui "intervient pour réaffirmer l'engagement politique aux plus hauts niveaux, de soutenir et d'accompagner les efforts consentis par les organismes nationaux concernés pour moderniser et développer le système national de prévention et de lutte contre les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme". Il a en outre, affirmé que ces activités, notamment sur le plan international, constituaient une opportunité pour

passer en revue les réalisations de l'Algérie et mettre en avant l'évolution accomplie dans ce domaine. Par la même occasion, le ministre a salué l'esprit de solidarité et du travail collectif qui ont caractérisé les travaux des groupes de travail spécialisés au sein de la Commission nationale d'évaluation des risques du blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et du financement de la prolifération des armes de destruction massive, soulignant que "ces efforts, malgré les défis, constituent un appui fort face aux prochaines étapes pour améliorer la performance du système national de prévention et de lutte contre les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme".

NUMÉRISATION DU SECTEUR DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE

Mise en service prochaine de trois plateformes multiservices

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a présidé une réunion de coordination consacrée au suivi de l'état d'avancement des projets de numérisation du secteur de

la pêche et de l'aquaculture, indique, mardi, un communiqué du ministère. Lors de cette réunion, le ministre a écouté des exposés sur la finalisation de la conception de trois plateformes numériques multiser-

vices pour leur mise en service "prochaine" au profit des professionnels, précise le communiqué. Les trois plateformes concernent l'autorisation d'importation des moteurs marins d'occasion de moins de cinq

ans, l'inscription dans les établissements de formation du secteur, ainsi que l'inscription pour bénéficier de la prime incitative destinée aux producteurs du poisson Tilapia, note la même source.

RECORDS DE CHALEUR EN AOÛT

Une «alerte rouge», selon l’ONU

Les records de chaleur en août sont synonymes d'"alerte rouge", a déclaré mercredi à Singapour la directrice de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), affirmant que ses services sont "inquiets mais pas paralysés". Pour la deuxième année consécutive, la température mondiale moyenne en août a atteint des niveaux historiques, selon des données prélimi-

naires publiques de l'observatoire européen Copernicus. L'Australie, le Japon, plusieurs provinces de Chine ou encore le Svalbard, un archipel norvégien situé dans l'Arctique, ont connu leur mois d'août le plus chaud, selon les différents organismes météorologiques locaux. "Pour nous c'est une alerte rouge. Il est clair que les températures augmentent... au-delà de ce que nous souhaiterions", a déclaré Celeste Saulo, directrice de l'OMM. Bien que la température moyenne mondiale exacte pour août

2024 ne soit pas encore connue, Copernicus (...) a établi qu'elle serait supérieure au record de 16,82 C mesuré en août de l'année dernière. "Les seuils sont constamment dépassés mais nous devons agir", a-t-elle souligné lors d'un forum régional sur le climat réunissant les services météorologiques locaux à Singapour. Elle a reconnu que si "nous sommes certes inquiets, nous ne sommes pas paralysés. Cela signifie que nous avons besoin de plus d'action".

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية الصادات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 04 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Septembre 2024

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
			Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre		87	108	65	البطاطا
	Tomate		62	73	50	الطماطم
	Oignon sec		43	49	37	البصل الجاف
	Ail sec		377	443	312	الثوم الجاف
	Carotte		78	87	69	الجزر
	Navet		101	113	89	لفت
	Poivron		99	112	85	الفلفل الأخضر
	Piment		118	135	102	الفلفل الحار
	Courgette		110	122	97	الكوسة
	Haricot vert		186	207	165	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue		122	136	108	الخس
	Pomme locale		393	505	281	التفاح المحلي
	Datte		567	688	447	النمر
	Melon		101	114	89	البطيخ الاصفر
	Pastèque		82	92	72	البطيخ الاحمر
	Poire		380	461	300	الإجاص
	Raisin		210	274	145	العنب
Produits d'origine animale	Banane		452	467	437	الموز
	Viande bovine locale		1794	1941	1647	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair		458	471	445	الدجاج
	Œufs (Unité)		18	19	17	البيض (وحدة)
			96	101	90	حليب البقر (لتر)



Election
présidentielle **07/09/2024**



Les électeurs votent dans les bureaux itinérants dans le Sud

Les électeurs des régions enclavées et éparses des wilayas du Sud du pays ont commencé à affluer, mercredi, aux bureaux itinérants pour se prononcer, en avance de 72 h réglementairement, sur leurs candidats dans le cadre de la présidentielle du 7 septembre, ont constaté des journalistes de l'APS sur place.

Le vote a débuté dans de bonnes conditions au niveau des 51 bureaux itinérants déployés à travers les zones éparses et enclavées des wilayas de Ouargla, Djanet, Tindouf, Tamanrasset, In-Guezzam et Béchar, où toutes les conditions humaines et matérielles ont été réunies par les délégations de wilayas de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) pour permettre aux électeurs de s'acquitter de leur devoir électoral dans les meilleures conditions. Les caravanes des bureaux de vote itinérants devront sillonner jusqu'à samedi prochain les zones éparses à la rencontre des électeurs portés sur leurs listes en vue de leur permettre de choisir leurs candidats à la présidentielle. Dans la wilaya d'Ouargla, six (6) bureaux, encadrés de 30 agents et contrôleurs, vont sillonner les zones enclavées se trouvant sur le territoire de la daïra frontalière d'El-Borma (420 km Sud-est d'Ouargla), et permettre aux 8.147 électeurs inscrits sur leurs listes de se prononcer sur leur candidat, selon les données fournies par la délégation locale de l'ANIE. L'opération de vote a débuté au niveau du centre de vote "Omar Ibn-El-Khattab" dans la zone d'Ain M'ghar (25 km de la daïra d'El-Borma) où 1.750 électeurs sont concernés. Le coordinateur de l'ANIE de la wilaya d'Ouargla, Ali Chems, a affirmé que tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de l'opération électorale dans l'ensemble des bureaux itinérants. A l'extrême Sud du pays, Tamanrasset, pas moins de 21.603 électeurs portés sur les listes des bureaux itinérants, sont attendus au niveau des 19 bureaux itinérants déployés à travers cinq (5) communes de la wilaya. Le bureau itinérant N 8 (Hommes) prévu pour la localité d'Azernane (30 km Nord-est de Tamanrasset) a commencé à recevoir ses premiers électeurs parmi les 420 inscrits,



tout comme le bureau N 9 (femmes) prévu pour recevoir 433 électrices, selon leurs encadreurs. Approché par l'APS après s'être acquitté de son devoir électoral, El-Khodir Ibbah, notable du même village, a souligné l'importance de la participation aux élections, pour exprimer les aspirations de la population locale afférentes notamment au développement, le désenclavement, le soutien aux agricul-

teurs et la réalisation de différentes structures. L'opération de vote a commencé aussi au niveau de trois (3) bureaux itinérants de la wilaya d'In-Guezzam, déployés pour se rapprocher des populations nomades et leur permettre de se prononcer sur leur futur président, a indiqué le coordinateur de l'ANIE, Ouled El-Bekkai. Dans la wilaya de Tindouf, la délégation de l'ANIE a souligné que l'opération de

vote se déroule dans de bonnes conditions au niveau de 12 bureaux itinérants désignés pour cette élection. Le premier bureau itinérant s'est ébranlé lundi dernier pour aller à la rencontre des électeurs vivant dans les zones éparses d'El-Kehal et Chenachène (550 km de Tindouf). Une bonne affluence des électeurs des zones éparses est relevée depuis l'ouverture de ces bureaux itinérants, a constaté l'ANIE. Le vote a commencé également au niveau des neuf (9) bureaux itinérants de la wilaya de Djanet pour permettre aux 16.000 électeurs des zones enclavées à travers les communes de Djanet et Bordj El-Haouès, dont Tinelkoud, Tourret, Tadenet, Anhef, Ihderdjine, Tasset, Tabket, Arikine, Didier et Tini, d'élire leurs candidats à la présidentielle. Il est fait état de la mobilisation de 45 véhicules tout-terrain équipés et accompagnés des encadreurs, pour permettre aux électeurs de voter dans de bonnes conditions, a indiqué le coordinateur de wilaya de l'ANIE, Laid Laïka. Dans la wilaya de Béchar, deux bureaux de vote itinérants, ont été déployés pour couvrir les zones enclavées de Oued-Namous, Fendi et Rosf-Ettaïba (commune frontalière de Béni-Ounif), afin que leurs électeurs se prononcent sur leurs candidats à la présidentielle, selon les données de la délégation de l'ANIE.

L'ANIE appelle au strict respect du silence électoral

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a appelé, mardi dans un communiqué, au "strict respect" de la période de silence électoral qui s'impose de la fin de la campagne électorale jusqu'au jour du scrutin, soit de mercredi à samedi 7 septembre. "L'Autorité nationale indépendante des élections rappelle à l'opinion

publique la teneur des dispositions de l'article 74 de l'ordonnance 21-01 du 10 mars 2021 portant loi organique relative au régime électoral, modifiée et complétée, selon lesquelles nul ne peut, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit, faire campagne, en dehors de la période comprise entre le 15 août 2024 et le 3 septembre 2024", lit-on dans le

communiqué. L'ANIE a également rappelé la teneur de l'article 81 de la même ordonnance, qui dispose que "sont interdites la publication et la diffusion de sondages portant sur les intentions de vote des électeurs soixante-douze (72) heures avant la date du scrutin sur le territoire national, soit à partir de mercredi 4 septembre, et cinq (5) jours avant

la date du scrutin pour la communauté nationale établie à l'étranger". Afin d'assurer le bon déroulement du scrutin, "l'ANIE appelle les candidats à la Présidentielle anticipée du 7 septembre 2024 et leurs représentants, ainsi que les médias audiovisuels et la presse écrite et électronique, au strict respect de la période de silence électoral".

Le Conseil de la nation appelle le peuple à participer en masse

Le Conseil de la nation a salué, mercredi dans un communiqué, la pratique démocratique qui a marqué la campagne électorale pour la Présidentielle du 7 septembre, appelant le peuple à participer en masse à cette importance échéance. Le bureau du Conseil de la nation présidé par Salah Goudjil, président du Conseil, "se félicite de la pratique démocratique qui a marqué la campagne électorale, animée par les trois candidats dans les quatre coins du pays, dans un cadre garantissant la liberté d'expression et la promotion des programmes électoraux et offrant ainsi une

opportunité et une vision pour une Algérie victorieuse", ajoute le communiqué. Le bureau du Conseil de la nation a salué également "le sens de patriotisme des trois candidats et leur esprit de responsabilité, dans le respect des constantes de la nation, des lois de la République et des fondements de la démocratie", offrant l'exemple d'une nation "digne de la réputation et de la place de l'Algérie, de ses institutions fortes et de son peuple civilisé". A cette occasion, le bureau du Conseil de la nation appelle les Algériens à se rendre massivement aux urnes et à voter en faveur du candidat qu'il jugent

le meilleur, afin de participer au raffermissement du Front interne pour faire face aux complots ourdis contre leur pays. "Le vaillant peuple algérien qui s'apprête à vivre une échéance électorale importante alors qu'il est près de célébrer le 70e anniversaire de la Glorieuse Révolution du 1er novembre 1954 avec toute sa symbolique et ce qu'elle suscite comme sentiment de fierté, n'hésitera pas à accomplir son devoir national et à envoyer un message fort et clair que l'Algérie restera digne, grâce à ses enfants fidèles au serment des Chouhada de la Glorieuse Révolution", affirme le bureau.

Mise en place d'un dispositif pour sécuriser les bureaux de vote

La Direction générale de la Protection civile, a pris une série de mesures préventives et opérationnelles, afin de garantir le bon déroulement de l'élection présidentielle du 7 septembre, indique mercredi un communiqué de cette institution. Après les salles et lieux publics ayant accueilli les meetings et rassemblements organisés durant la campagne électorale, "les services de la Protection civile ont pris une série de mesures préventives et opérationnelles, afin de sécuriser les bureaux de vote, en prévision de l'élection présidentielle, prévue samedi prochain", précise le communiqué. Dans ce cadre, les services techniques de la Protection civile ont effectué des visites dans les bureaux de vote devant accueillir les électeurs, pour s'assurer de leur conformité aux normes de sécurité prévues par la loi, souligne la source. En outre, "25009 agents dotés de tous les moyens d'intervention nécessaires, dont 802 ambulances et 761 camions d'incendie, seront mobilisés afin d'assurer la sécurité des électeurs au niveau des centres de vote". Egalement, des moyens humains et matériels importants sont mobilisés pour accompagner les bureaux de vote itinérants dans les wilayas du sud et les zones éparses, ajoute le communiqué des services de la Protection civile.

EL-MENIAA

Lancement du chantier de modernisation de 87 km de la RN-1

Les travaux de modernisation d'un tronçon de 87 km de la RN-1, reliant El-Meniaa à In-Salah, ont été lancés par les autorités de la wilaya d'El-Meniaa. Scindée en lots, cette opération vise à moderniser et réhabiliter des parties dégradées de cet axe routier traversant le territoire de la wilaya d'El-Meniaa, à travers l'élimination de "points noirs" relevés par les services techniques de la direction des Travaux publics (DTP), a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Lazhar Moussa. Donnant le coup d'envoi des travaux, le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a mis en avant l'importance de cet axe névralgique et a instruit les entreprises chargées de la réalisation d'œuvrer au respect des normes et des délais de réalisation. Faisant partie de la transsaharienne, cette route qui enregistre un intense mouvement de circulation, revêt une grande importance économique et une dimension stratégique du fait qu'elle relie l'Algérie à son prolongement africain, et constitue un axe commercial névralgique. Approchés par l'APS, des usagers de cette route, notamment des conducteurs de poids-lourds et d'autobus, ont salué cette opération de modernisation permettant d'aplanir moult contraintes rencontrées sur de longs tronçons dégradés de cette route et d'assurer une meilleure sécurité routière.

TIARET

Une production prévisionnelle de près de 700.000 quintaux de pomme de terre de saison

La wilaya de Tiaret prévoit une production de pomme de terre de saison estimée à près de 700.000 quintaux, a-t-on appris, mardi, du directeur local des Services agricoles (DSA), Boualem Mekhaneg.

Le DSA de cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest a précisé que les premières estimations révélées par la campagne de récolte de ce tubercule, au niveau des communes de Frenda et Takhmaret, indiquent que le rendement à l'hectare de pomme de terre devra osciller entre 300 et 350 quintaux, faisant observer que ce taux de production est inférieur à celui réalisé durant la saison agricole précédente (2023), qui avait enregistré une production oscillant entre 380 et 400 Qx à l'hectare. Le même responsable a indiqué que le recul de la production observé, cette année, est dû principalement au déficit en ressource en eau, en raison du stress hydrique auquel est confrontée la wilaya,

ainsi qu'à la diminution des eaux souterraines mobilisables et celles du barrage de Dahmouni, qui assurait l'irrigation de plus de 3.000 hectares de produits agricoles saisonniers, notamment l'oignon et la pomme de terre. M. Mekhaneg a, par ailleurs, expliqué que la vague de chaleur qui sévit dans la région a été à l'origine du rétrécissement de la superficie agricole consacrée à la pomme de terre réservée à la consommation locale, qui n'a pas dépassé, cette année, les 2.100 hectares, contre plus de 4.500 hectares durant les années précédentes. Outre les aléas climatiques, la diminution des superficies réservées à la production de semence de pomme de terre, estimées

cette année à 100 hectares seulement, au niveau de la ferme d'El Brahna, commune de Sebaïne, le long des berges du barrage de Dahmouni est également à l'origine de la baisse de la production de ce produit agricole, a fait savoir le DSA de Tiaret. La production attendue dans cette wilaya des Hauts-plateaux de l'Ouest, particulièrement dans les communes relevant des daïras de Aïn Kermes, Aïn Deheb et Sougueur est appelée, par ailleurs, à réguler le prix de ce produit agricole marquée par une tendance haussière observée, ces dernières semaines, sachant que l'opération se déroule sous la supervision des agents des directions du Commerce et de l'Agriculture, a indiqué le DSA

GHARDAIA

Don de 6.855 trousseaux scolaires pour les élèves démunis

Un don de 6.855 cartables et trousseaux scolaires destinés aux élèves issus de familles démunies de la wilaya de Ghardaïa a été remis aux différentes communes dans le cadre d'une opération de solidarité organisée par la

wilaya, a-t-on appris mardi auprès des l'institution organisatrice. La wilaya de Ghardaïa a contribué avec 4.555 trousseaux scolaires et le ministère de la Solidarité nationale avec 2.300 trousseaux, ont précisé les services de la direction de

l'Administration locale. Ce don, qui comporte des cartables avec toutes les fournitures scolaires nécessaires, a été remis aux présidents des assemblées communales. La cérémonie s'est tenue en présence du wali de Ghardaia,

Abdellah Abinouar, qui a également remis quatre nouveaux bus scolaires, acquis pour un montant de plus de 40 millions DA, pour le renforcement du transport scolaire dans les communes de Seb-Seb, Zelfana, Bounoura et Guerrara.

KHENCHELA

6 nouveaux établissements scolaires à mettre en service à la prochaine rentrée scolaire

Six (6) nouveaux établissements scolaires seront mis en service dans la wilaya de Khenchela lors de la prochaine rentrée scolaire (2024-2025), a-t-on appris mardi du directeur local de l'Education nationale. Il s'agit de deux groupes scolaires du palier primaire au

chef-lieu de wilaya, deux collèges d'enseignement moyen (CEM) dans les communes de Khenchela et Kaïs et deux lycées dans les communes de Chechar et Kaïs, a précisé à l'APS M. Bachir Bouderbala. Il sera également procédé à la mise en service de 10 cantines

scolaires, 20 classes d'extension dans le palier primaire et 3 classes d'extension dans le palier moyen répartis sur plusieurs communes de la wilaya, a ajouté le même responsable. Des assurances ont été données à la direction de l'Education nationale par les entreprises de

réalisation pour parachever l'ensemble des travaux restant avant le 15 septembre courant afin de permettre l'équipement de ces structures et leur mise en exploitation dès le début de l'année scolaire, a affirmé la même source. M. Bouderbala a souligné que

des visites de terrain des chantiers de ces projets ont été effectuées durant le mois d'août dernier par le wali, Youcef Mahiout qui a donné des instructions pour hâter l'achèvement des travaux avant la mi-septembre, afin que ces équipements soient mis en service le 22 septembre.

BLIDA

96% des écoles primaires raccordées au réseau internet

Le taux de raccordement des écoles primaires de la wilaya de Blida au réseau internet et de téléphonie fixe est de 96%, et l'opération se poursuit pour englober la totalité des établissements de ce cycle, a-t-on appris mardi, auprès des services de la wilaya. A ce jour, 424 écoles primaires sur les 443 que compte la wilaya sont raccor-

dées aux réseaux de téléphonie fixe et d'internet, ce qui représente un taux de 96%, a-t-on ajouté de même source. L'objectif de raccorder la totalité des écoles primaires de la wilaya vise à faciliter l'accès aux plateformes numériques, du fait que toutes les prestations pédagogiques sont désormais numérisées, a-t-on expliqué. S'agissant du projet de généralisation

de l'usage des tablettes numériques dans les écoles primaires, devant concerner dans une première étape 29 établissements de la wilaya, la même source a souligné la dotation, à ce jour, de 15 écoles avec ces outils pédagogiques contenant le manuel scolaire numérique. Cet équipement figure parmi les mécanismes adoptés par le ministère de

tutelle pour réduire le poids des cartables, est-il rappelé. Toujours au titre des efforts visant l'amélioration des conditions de scolarité des élèves, les services de la wilaya ont souligné que la couverture des zones reculées de la wilaya en transport scolaire est de 93%, représentant quelque 18.906 élèves des trois cycles éducatifs bénéficiaires de cette prestation.

Face à l’Arabie Saoudite, deux choix pour l’Europe : résister ou succomber

En place depuis de nombreuses années, la stratégie saoudienne d’investissements en Europe s’intensifie et s’élargit à des infrastructures stratégiques. Face à cette vague, les États européens ont une faible marge de manœuvre, qu’ils exploitent comme ils peuvent... Face à la vague d’investissements saoudiens, deux choix : résister tant bien que mal ou céder. L’Arabie Saoudite mène une politique active de diversification de son économie, aujourd’hui encore fortement dépendante de la rente pétrolière.

Les aspects les plus médiatiques de cette diversification sont les investissements dans le secteur du sport de haut niveau, avec le rachat de clubs de football européens par exemple, ou l'accueil d'événements sportifs internationaux. La construction de la ville futuriste The Line et, plus largement, de diverses infrastructures touristiques au sein du projet Neom en Arabie Saoudite, a connu une certaine viralité à la faveur d'images grandioses, dignes de films de science-fiction. D'autres investissements, plus discrets, déferlent pourtant sur le continent européen et portent sur des secteurs d'autant plus stratégiques. Il y a des années que l'Arabie Saoudite rachète des terres agraires (en Ukraine et en Roumanie) ou de l'immobilier en France. Plus récemment, cette diversification a dirigé les capitaux du royaume saoudien vers deux infrastructures stratégiques : l'entreprise espagnole de télécoms Telefónica et l'aéroport britannique Heathrow, premier poste de trafic aérien du pays. Ces deux investissements sont révélateurs de la portée de la puissance économique saoudienne, mais aussi des réactions politiques des gouvernements en place.

L’aéroport Heathrow change de main

Les aéroports, en tant que porte d'entrée d'un pays pour des marchandises comme pour des personnes, sont considérés comme des infrastructures stratégiques par excellence, l'État doit y exercer son pouvoir souverain de contrôle des frontières. On se souvient du débat qu'avait provoqué l'annonce d'une potentielle privatisation des aéroports de Paris en France en 2019, rapidement abandonné avec l'arrivée du Covid.

Mais dans le cas britannique, la notion de marché surpasse celle de souveraineté. En effet, au Royaume-Uni, la propriété de l'aéroport pour une structure étrangère n'est pas considérée comme une menace à l'exercice de cette souveraineté. Donc, quand le Public Investment Fund (PIF) saoudien annonce le rachat d'actions qui le porterait à une position majoritaire avec 32 % du capital de la société mère d'Heathrow, il ne s'agit que d'un changement de propriétaire. Le précédent, qui lui cède dans cette vente 22 % des parts, est Ferrovial, une société d'origine espagnole, domiciliée aux Pays-Bas, pays membre de l'UE dont la particularité est d'imposer une fiscalité faible en comparaison de ses voisins. Ferrovial cède également 10 % à un fond français Ardian, qui disposera d'un total de 30 % du capital d'Heathrow. Enfin, Ferrovial conservera 5,25 % des parts. D'autres acheteurs bénéficient du marché conclu au mois de juin 2024 et qui devrait être finalisé d'ici la fin de l'année, mais leur identité n'a pour l'instant pas été rendue publique. Or, on n'observe ici aucun bouleversement politique du point de vue du gouvernement britannique, puisque la propriété de l'aéroport passe d'une structure étrangère à une autre. Ce que cette transaction illustre en revanche, c'est l'implacable force de frappe du fonds souverain saoudien. Il s'agit du cinquième fonds le mieux doté au monde avec 924 milliards de dollars d'actifs. D'après Sovereign Wealth Fund Institute, il a pour objectif d'augmenter les fonds qu'il contrôle à hauteur de 2000 milliards de dollars d'ici 2030, ce qui en ferait le fonds souverain le plus riche du monde. C'est la tête de pont de la stratégie de diversification des investissements étrangers saoudiens. Le marché négocié depuis fin 2023 par

Ardian et le PIF a porté la valeur de l'aéroport à un niveau quasi inespéré des précédents actionnaires. Comme souvent, les capitaux saoudiens sont accueillis par les actionnaires européens avec un enthousiasme non dissimulé...

La réaction du gouvernement espagnol sur Telefónica

En Espagne, les capitaux saoudiens exercent un pouvoir tout aussi irrésistible, mais ont tout de même suscité une réaction politique. Le feuilleton dure depuis de nombreux mois et cette fois-ci, c'est la Saudi Telecom Company (STC) qui est à la manœuvre, entreprise détenue à 64 % par le PIF. En deux temps, la STC a acquis 9,9 % du capital de Telefónica, l'entreprise historique de Télécoms espagnole. Si les Saoudiens se sont arrêtés juste avant 10 %, c'est pour éviter de déclencher une procédure automatique de contrôle de l'État espagnol sur les investissements étrangers... La STC dispose donc de 4,9 % des actions et d'une participation indirecte à hauteur de 5 % sous forme de titres dérivés pouvant être convertis en actions. De nombreuses voix dans la péninsule ibérique se sont inquiétées d'une prise de contrôle de Telefónica par STC, qui a pourtant indiqué publiquement que ce n'était nullement son intention. Ces inquiétudes se basent sur l'enjeu de défense, particulièrement en matière de cybersécurité, qu'incarnent les entreprises de télécoms, identifiées même par la Commission européenne comme des entreprises à « dual-use » (civil et militaire), sans compter les objectifs de numérisation de l'économie pour lesquels elles jouent un rôle prépondérant. Pour protéger ses intérêts, le gouvernement espagnol s'est senti obligé de réagir pour contrer

la montée au capital des Saoudiens. Fin juin, l'État espagnol récupérait près de 20 % du capital par le biais de la Sociedad Estatal de Participaciones Industriales (SEPI) et Criteria (branche d'investissement de La Caixa). La Caixa a ainsi atteint son objectif d'accroître sa présence dans le capital de Telefónica et a doublé son poids pour atteindre 9,99 % des actions. Elle prévoit de porter rapidement sa participation à 10,01 % lorsqu'elle obtiendra l'autorisation d'acquérir des participations indirectes dans certaines filiales de Telefónica, pour devenir de facto le premier actionnaire du groupe. C'est un retour de la participation publique dans Telefónica, 25 ans après avoir cédé ses dernières parts. « L'opération Telefónica » a pour objectif de protéger son identité espagnole et son autonomie ; elle a donc mobilisé des investissements de près de 3,8 milliards d'euros sous forme d'achats d'actions par l'État et Criteria. Cette réponse politique a été rendue nécessaire par différents sujets polémiques entourant les relations hispano-saoudiennes. Si les ventes d'armes espagnoles au royaume saoudien ont été vivement critiquées, le dernier épisode porte sur des faits avérés de corruption d'universitaires espagnols par le pouvoir saoudien, pour faire monter des universités saoudiennes dans les classements internationaux. Aujourd'hui, l'État espagnol parvient donc à résister, mais il y a fort à craindre à l'avenir que les difficultés économiques du Vieux continent le déclassent au point de ne plus pouvoir contrer les investissements de l'Arabie Saoudite, dont le développement économique est nettement moins menacé.

Source : elucid

Pourra-t-on jamais éradiquer les fraudes au paiement ?

Pour presque tous les paiements électroniques dans l'Union Européenne, nous devons prouver qui nous sommes et que nous voulons vraiment procéder à ce paiement. C'est l'authentification forte. Cette protection technologique majeure n'arrive pourtant pas à ramener à zéro les fraudes sur le continent. L'Autorité Européenne des Banques (ABE) et la Banque Centrale Européenne (BCE) ont calculé le montant de ces fraudes sur 2022 et les six premiers mois de 2023 : 6,3 milliards d'euros. Par Charles Cuveliez, Chief information Security Officer, Belfius et Université de Bruxelles (ULB) et François Franssen, Directeur Adjoint Transaction Services, Belfius

Sur le premier semestre 2023, c'est la fraude au virement qui est en tête : 1.131 milliards d'euros suivi des fraudes aux paiements par carte : 633 millions. En volume de transactions frauduleuses, les cartes ont toutefois largement le dessus. Le volume compte autant que le montant car c'est autant d'échecs à l'authentification forte. Où sont les trous dans la raquette ? Le zéro-fraude est-il donc impossible à atteindre ? C'est vrai, en valeur relative, les fraudes restent à première vue limitées : les fraudes à la carte ne représentent que 0.031 % du montant payé par ce moyen. En volume relatif, les domiciliations et les cartes sont à égalité en pourcentage (0.014 % et 0.015 %).

La fraude par virement fait le plus mal : elle se monte à 1835 euros en moyenne (3497 euros pour la France). Suit le retrait de cash

frauduleux moyen : 358 euros (368 euros pour la France, mais le volume est faible). La fraude moyenne par domiciliatio

Les fraudes par carte

Quand on paie par carte, la puce de la carte, le terminal de paiement tout comme le face-à-face avec le commerçant sont d'autres bonnes protections. Si fraude par carte il y a, ce sera surtout pour les paiements à distance. La distance, c'est le problème. Ce n'est que quand la carte a été volée ou perdue qu'elle est utilisée pour des paiements frauduleux en dur (pour 39% du montant des fraudes et 53 % en volume sur les 6 premiers mois de 2023). Quand seules les données de la carte ont été volées, elle sera utilisée pour une fraude à distance. Ces vols-là ont leur origine dans des brèches de données, du phishing ou du social engineering. Une fraude par carte sera initiée par le fraudeur lui-même, soit sur base des données dérobées (quand il n'y a pas d'exigence d'authentification forte car, oui, elle n'est pas tout

le temps obligatoire), soit en jouant sur la crédulité des victimes trop souvent volontaires pour valider des transactions sans s'en rendre compte, pour contourner l'authentification forte. Dans 57 % des cas de fraudes au virement, le paiement est initié par la victime elle-même après manipulation (psychologique).

L'authentification forte, un formidable bouclier... lorsqu'il est actif

Ne nous méprenons pas : sans authentification forte, le niveau de fraude serait plus élevé. Mais l'Europe a prévu des exceptions où une telle mesure nuirait à la facilité de payer : paiement sans contact, petites sommes à payer, paiements récurrents à des terminaux automatiques où la rapidité compte (par exemple, les péages d'autoroutes). Hors Europe, l'authentification forte est rare de sorte qu'au final la majorité des cas de fraude vient bel et bien de paiements initiés à l'étranger où vous n'êtes pas (71% pour les cartes et 43 % pour les virements). Mais tous les autres cas, c'est bien la crédulité des victimes qui permet de franchir la barrière de l'authentification forte. Imaginer ne jamais être victime d'une telle fraude, c'est cocher le premier critère pour le devenir (via le biais d'optimisme).

Qui paie (la fraude) ?

Mais alors, qui doit payer la fraude : la vic-

time ou la banque ? D'après les estimations de l'ABE et la BCE, la fraude reste à charge de la victime dans 45 % des cas pour les cartes. En cas de retrait de cash, elle ne sera pas remboursée dans 51 % des cas. Il peut y avoir de la négligence, c'est vrai. Avec les virements, la fraude reste à charge de la victime, dans 80 % des cas. C'est un défi pour une banque de faire la différence entre une manipulation si bien faite que tout le monde y succomberait et une négligence avérée, en donnant ses codes par téléphone ou Internet. Car avec l'authentification forte, si le paiement a eu lieu, c'est qu'il a été autorisé sauf qu'on doit faire attention de ne pas confondre « autorisé » et « consenti », en cas de manipulation psychologique. Entre pays, ce taux de reste à charge de la fraude peut varier. Il peut par exemple y avoir intervention d'une assurance qui servira d'avertissement aussi (« une fois mais pas deux »).

Si on veut diminuer les fraudes, il y a une première action toute simple : bloquer sa carte pour tout paiement hors Europe en dehors d'y être soi-même. Mais après, c'est la question du zéro-défaut et du prix à payer qui se pose. Imposer l'authentification forte toujours et tout le temps, c'est au détriment de la rapidité de paiement et de longues files. Et il subsistera toujours les manipulations des victimes qui autoriseront le paiement même en authentification forte.

Source : la Tribune.fr

CRISE DES PRIX EN TUNISIE
Kais Saïed réclame des mesures immédiates

Le Président de la République, Kaïs Saïed, a reçu ce mardi 3 septembre 2024, au Palais de Carthage, Samir Abid, Ministre du Commerce et du Développement des Exportations. Cette rencontre a porté sur plusieurs questions cruciales, notamment la flambée des prix, en particulier ceux des volailles, dont les coûts ont atteint des niveaux sans précédent, tout en étant vendues en dehors des circuits habituels de distribution. D'autres produits tels que les viandes rouges, les légumes, les fruits, ainsi que des denrées de base comme le sucre et le café, connaissent également des pénuries ou des fluctuations inattendues. Ces produits apparaissent en abondance dans certaines régions, puis disparaissent rapidement ailleurs. Le Président Kais Saïed a rappelé que l'État a le droit de fixer les prix de plusieurs produits et qu'il est de son devoir de trouver rapidement des solutions à cette situation anormale. Il a également souligné la nécessité de faire appliquer la loi contre la spéculation et le monopole, afin de réguler le marché.

ÉGYPTE
Le Caire veut injecter plus de 700 millions \$ dans la construction de silos d'ici 2030

En Egypte la consommation de céréales est la plus élevée d'Afrique. Entre la production et l'importation, le gouvernement souhaite accroître la capacité de stockage de cette catégorie de denrée. En Égypte, le gouvernement envisage de débloquer 34 milliards de livres (701 millions \$) pour financer la construction de nouveaux silos de stockage de grains d'ici 2030. C'est ce qu'a révélé Walid Abu Al-Magd, vice-ministre de l'Approvisionnement et du Commerce intérieur qui se confiait au quotidien local Asharq Business, le 2 septembre. Selon le responsable, cet investissement devrait permettre d'augmenter la capacité de stockage de grains de 2,6 millions de tonnes à terme. Il convient de noter que la capacité de stockage de blé du pays d'Afrique du Nord était évaluée à 3,6 millions de tonnes en 2023, selon les données officielles. Plus largement, cette initiative intervient après l'annonce en mars dernier d'un projet de construction d'une usine de conception, de fabrication et d'installation de silos, basée à Port-Saïd. Ledit projet, initié par le groupe polonais Feerum en collaboration avec l'Autorité en charge du développement de la zone industrielle de Port-Saïd Est, mobilise un investissement de 1,6 milliard de livres (33 millions \$). S'exprimant sur le sujet, le Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly estime que l'usine, une fois qu'elle sera mise en service, devrait permettre de faciliter l'approvisionnement local en silos.

24 FINTECH

Le grand saut de l'Arabie saoudite dans la technologie financière mondiale

Le secteur de la fintech en Arabie saoudite devrait occuper le devant de la scène du 3 au 5 septembre lors de la conférence inaugurale 24 Fintech, qui se tiendra au Riyadh Front Exhibition & Conference Center.

Cet événement, qui devrait attirer plus de 30 000 participants, 300 exposants et plus de 350 investisseurs, vise à devenir l'une des premières conférences mondiales sur la fintech, en mettant en lumière la croissance rapide de l'Arabie saoudite dans ce secteur. Le sommet, coorganisé par Tahaluf - une coentreprise entre Informa PLC, la Fédération saoudienne pour la cybersécurité, la programmation et les drones, et le Fonds d'investissement pour les événements - ainsi que par les principaux régulateurs financiers saoudiens, vise à positionner le Royaume en tant que leader mondial de la fintech, conformément à la Vision 2030 de l'Arabie saoudite. Dans une entrevue accordée à Arab News, la vice-présidente principale de Tahaluf, Annabelle Mander, a souligné que 24 Fintech est conçu pour créer une plateforme où les discussions sur la fintech mènent à des résultats tangibles. "Nos principaux objectifs consistent à faire du Royaume un centre mondial de la fintech, à tirer parti de sa position en tant que centre international de premier plan

pour l'innovation en matière de technologie financière et à attirer l'attention et les investissements du monde entier", a déclaré Mander. L'événement proposera 175 heures de contenu dirigé par des experts, couvrant des sujets cruciaux tels que la gouvernance, le risque et la politique, la cybersécurité, l'interopérabilité mondiale et l'innovation dans les paiements. La crédibilité du sommet est renforcée par un soutien gouvernemental fort, organisé par le Programme de développement du secteur financier du Royaume, la Banque centrale saoudienne, l'Autorité des marchés de capitaux et l'Autorité des assurances. En outre, il est coorganisé par FintechSaudi, le principal accélérateur du secteur en Arabie saoudite. Son PDG, Nezar Al-Haidar, a décrit l'événement comme un "moment charnière", ajoutant: "24 Fintech est une étape importante dans l'avancement de l'industrie fintech saoudienne et s'aligne sur notre vision de positionner le Royaume comme une plaque tournante mondiale de premier plan en matière de fintech".

La conférence de trois jours réunira les principaux acteurs du secteur, y compris des hauts fonctionnaires et des leaders mondiaux de la finance, afin d'aborder les questions urgentes qui affectent la transformation de l'industrie financière du Royaume. Parmi les intervenants de premier plan figurent Mohammed Al-Jadaan, président du FSDP, Mohammed El-Kuwaiz, président de l'Autorité des marchés de capitaux, Abdelaziz Al-Boug, président de l'Autorité des assurances, et Yazeed Al-Nafjan, gouverneur adjoint de l'innovation financière à la Banque centrale saoudienne. Selon Mander, l'une des principales missions de l'événement est de favoriser un écosystème fintech florissant en Arabie saoudite, en stimulant la croissance, la création d'emplois et la diversification économique. "En réunissant des acteurs clés du secteur venus du monde entier, nous espérons encourager l'échange d'idées, favoriser la collaboration et encourager le développement de solutions fintech révolutionnaires", a-t-elle déclaré.

LIBYE

La NOC nie toute discussion pour fournir du brut à la raffinerie Dangote

Confronté à des défis pour faire fonctionner sa méga raffinerie avec du brut local, le groupe Dangote a indiqué se tourner vers des fournisseurs internationaux et régionaux, dont la Côte d'Ivoire, le Sénégal et la Libye. L'entreprise publique chargée des hydrocarbures en Libye (NOC) a apporté un démenti formel concernant des échanges visant à approvisionner en

brut la raffinerie Dangote au Nigeria. L'information a été publiée par la presse. Cette dernière cite une déclaration de la NOC, dans laquelle l'entreprise explique pourquoi cette allégation n'est pas fondée. Elle évoque notamment le fait qu'elle ne procède pas à la vente de son brut au comptant. «Le prix du pétrole brut est déterminé par un comité d'experts et approuvé

par la NOC et le ministère du Pétrole et du Gaz», déclare la compagnie publique, précisant ainsi que des démarches annoncées pour la vente de brut libyen à la raffinerie Dangote ne respecteraient pas les procédures en place. Ce démenti survient quelques jours après qu'Aliko Dangote, le patron de la DangoteRefinery, a annoncé des négociations visant à importer du brut à

partir du mois d'octobre de certains pays producteurs africains, dont la Libye. Le milliardaire explique cette stratégie par des défis d'approvisionnement en brut local, alors que des efforts sont faits pour porter l'installation à sa pleine capacité de raffinage de 650 000 barils par jour, notamment 550 000 barils par jour d'ici la fin de cette année.

MÉTRO DU CAIRE

Un consortium Orascom-Colas-Hitachi pour moderniser la ligne 1

En Egypte, les chantiers ferroviaires se multiplient ces dernières années alors que l'Etat cherche à moderniser tout le système dont certains tronçons, faisant partie des plus vieux au monde, ont enregistré à plusieurs reprises des accidents. L'autorité ferroviaire égyptienne a annoncé avoir attribué à un consortium composé d'Orascom Construction, Colas Rail et Hitachi Rail, un contrat pour moderniser la ligne 1 du réseau de métro du Caire. La part du marché d'Orascom représente près de 800 millions d'euros pour environ 35% du coût glo-

bal du projet. Le financement provient de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de l'Agence française de développement (AFD). Le projet s'inscrit dans le cadre d'un plan global de modernisation du réseau ferroviaire égyptien, et consiste à reconfigurer ce tronçon de 44 km en un modèle «Green mass transit» qui prône l'exploitation d'infrastructures et de véhicules respectueux de l'environnement. En vertu du contrat, «Colas Rail et Orascom Construction seront en charge de

la mise à niveau de l'alimentation en traction, de la caténaire et des systèmes électromécaniques des gares, des tunnels et des tronçons à niveau, ainsi que des travaux de génie civil associés. Hitachi Rail modernisera son infrastructure de signalisation, de contrôle et de télécommunications». Selon l'autorité ferroviaire, les travaux commenceront dès septembre 2024 et dureront 5 ans et 4 mois. En plus de la modernisation des infrastructures, l'investissement prévoit le renouvellement du parc de véhicules ferroviaires, notamment la remise à neuf de 23 trains et la fabrication de 55

nouveaux trains climatisés. Mis en exploitation depuis 1987, le 1er tronçon du métro du Caire est la ligne de métro la plus vieille d'Afrique et du Moyen-Orient. C'est l'un des principaux moyens de transport de masse du Grand Caire, drainant plus de 1,5 million de voyageurs par jour. Le Caire, l'une des plus grandes mégapoles d'Afrique, arbitre près de 20 millions d'habitants et est conséquemment confronté à des défis de mobilité accrus, devant lesquels le transport de masse est devenu pour l'Etat l'option de mobilité la mieux adaptée.

NIGERIA

La raffinerie Dangote commence à produire de l'essence

A plein régime, la raffinerie devrait être capable de livrer jusqu'à 330 000 barils d'essence par jour aux côtés du diesel et du carburéacteur qu'elle produit depuis janvier 2024.

DangoteOilRefinery a commencé à produire de l'essence et devrait mettre les premiers volumes de ce carburant sur le marché dans quelques jours, ont annoncé des dirigeants du groupe du milliardaire nigérian Aliko Dangote, ce mardi 3 septembre 2024. « La raffinerie de pétrole Dangote remplit ses réservoirs d'essence. D'ici ce week-end, elle commencera à distribuer ce carburant », a déclaré Devakumar Edwin, le vice-président de Dangote Industries pour le Pétrole et le Gaz, cité par Bloomberg. « Beaucoup de gens n'ont pas cru que nous serions capables de livrer de l'essence », a

souligné de son côté Aliko Dangote, lors d'une émission de la chaîne d'information Arise News. « J'espère que cette raffinerie changera toute la dynamique, non seulement au Nigeria, mais aussi en Afrique subsaharienne », a-t-il ajouté. Selon les prévisions du cabinet de conseil Energy Aspects, la raffinerie Dangote devrait produire environ 90 000 barils d'essence par jour au quatrième trimestre 2024, avant d'atteindre près de 250 000 barils au second semestre 2025. A plein régime, elle devrait être capable de produire environ 330 000 barils par jour.

La production de l'essence au niveau de la raffinerie Dangote avait été repoussée à plusieurs reprises par l'entreprise qui prévoyait initialement de livrer ses premiers volumes en juin 2024. La raffinerie, dont la construction a nécessité un investissement de 20 milliards de dollars, a une capacité de production de 650 000 barils par jour, tous produits pétroliers raffinés confondus. Elle livre du diesel et du carburéacteur depuis son entrée en production en janvier dernier, et ne fonctionne jusque-là qu'à hauteur d'environ 50% de sa capacité totale.

AFRIQUE DU SUD

L'économie renoue avec la croissance au 2^e trimestre 2024

L'embellie économique enregistrée au deuxième trimestre de l'année en cours s'explique notamment par l'amélioration de l'approvisionnement en électricité et la hausse de la consommation des ménages. La croissance de l'économie sud-africaine a atteint 0,4 % au deuxième trimestre 2024, contre une contraction de 0,1 % durant le trimestre précédent, selon des données publiées ce mardi 3 septembre par l'Agence

sud-africaine de statistiques (Stats SA). En glissement annuel, le pays le plus industrialisé du continent a enregistré une croissance économique de 0,3 % entre le 1er avril et le 30 juin de l'année, a-t-on précisé de même source. L'amélioration des performances de l'économie de la nation arc-en-ciel découle essentiellement de l'amélioration de l'approvisionnement en électricité et du rebond de la consommation des ménages dans un

contexte marqué par le reflux de l'inflation. Aucune coupure volontaire d'électricité n'a été, en effet, enregistrée au second trimestre 2024. La compagnie nationale d'électricité Eskom Holdings, qui procédait à des délestages par roulement depuis 2008 pour éviter un effondrement du réseau, a expliqué cette embellie par la mise en service de nouvelles unités de production et l'amélioration de la maintenance des centrales électriques existantes.

Le secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau a ainsi enregistré une progression de 3,1% au cours de la période, entraînant dans son sillage plusieurs autres secteurs, dont ceux de la finance, de l'immobilier et des services (+1,3 %) et de l'industrie manufacturière (+1,1%). La consommation des ménages a, quant à elle, enregistré une croissance de 1,4 % au deuxième trimestre après une baisse de 0,2 % au cours des trois mois précédents.

ANGOLA

Campagne imminente de relevés géophysiques sur le bassin du Kwanza

L'Angola qui est confronté depuis quelques années à une chute du plateau de sa production de pétrole brut du fait de l'arrivée à maturité de ses gisements producteurs, multiplie les initiatives axées sur la découverte de nouveaux gisements. Selon des informations relayées mardi 3 septembre, en Angola,

l'Agence nationale du pétrole, du gaz et des biocarburants (ANPG) envisage de lancer au cours de ce mois, un programme d'acquisition de données géophysiques couvrant le bassin offshore du Kwanza. L'initiative sera mise en œuvre dans le cadre d'un partenariat avec Sonangol, la société publique du pétrole et consistera

en 45 jours de collecte, suivie d'une analyse des données gravimétriques et magnétométriques issues des blocs KON-11, KON-12 et KON-15. Ces informations, conjointement exploitées en complément des données sismiques, serviront notamment à obtenir une image détaillée et complète des struc-

tures géologiques sous la surface de ces sites. Depuis qu'elle s'est retirée de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour des désaccords autour des quotas de production, l'Angola mise davantage sur la prospection pétrogazière et la découverte de nouveaux gisements pétrolières

économiquement viables. Rappelons que le pays prépare activement le lancement de son cycle 2025 d'attribution de droits pétroliers qui devrait concerner une trentaine de sites pétrogaziers avec pour objectif au moins le maintien de la production actuelle d'or noir qui est autour de 1,1 million de barils par jour.

SONDAGE

82% des jeunes africains estiment positive l'influence de la Chine

Le sondage réalisé par une fondation sud-africaine auprès de 5604 jeunes originaires de 16 pays africains confirme que l'empire du Milieu demeure l'acteur le plus influent en Afrique devant les puissances occidentales. La Chine reste la puissance étrangère ayant la plus grande influence positive en Afrique, selon un sondage publié ce mardi 3 septembre 2024 par l'Ichikowitz Family Foundation (IFF). Mené auprès de 5604 jeunes africains âgés de 18 à 24 ans et originaires de 16 pays, dont la Côte d'Ivoire, le Cameroun, la Tanzanie, l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Tchad et le Kenya, le sondage révèle que 82% des personnes interrogées considèrent l'influence de l'empire du Milieu comme étant positive.

Le Royaume-Uni arrive au deuxième rang dans le classement des puissances étrangères dont l'influence est jugée positive sur le continent (80% des jeunes sondés), devant les Etats-Unis (79%), l'Inde (74%) et l'Union européenne (73%). Viennent ensuite les Emirats arabes unis et Israël (70% pour chaque pays), la France (69%), la Russie (68%) et la Turquie (67%). Intitulée « African Youth Survey 2024 », l'enquête précise que la perception positive de l'influence de la Chine s'est améliorée par rapport à la précédente édition du sondage (82% en 2024 contre 78% en 2022). Cette perception positive est très élevée chez les jeunes du Rwanda et du Tchad (96%), du Kenya (95%) et du Nigeria (93%), tandis que

les jeunes originaires du Gabon (60%), de l'Ethiopie (63 %) et de la Namibie (70 %) sont les moins susceptibles de dire que l'influence de Pékin est positive. Plus généralement, la perception positive de l'influence de la Chine par les jeunes africains trouve essentiellement son origine dans les produits abordables écoulés par le géant asiatique sur les marchés africains, ses investissements dans les infrastructures et ses importants financements dans de nombreux pays du continent. De son côté, la perception positive de l'influence des Etats-Unis s'est améliorée comparativement à la précédente édition du sondage (79% en 2024 contre 75% en 2022). Les sondés mettent en avant le soutien économique et financier offert par le pays de l'Oncle Sam aux

pays africains ainsi que sa contribution à la création d'emplois. Sur un autre plan, la perception négative de l'influence de la Russie en Afrique a sensiblement augmenté au cours des deux dernières années, passant de 23% en 2022 à 30% en 2024, en raison notamment de l'engagement de ce pays dans des conflits impactant négativement les pays africains et de l'attitude vorace des entreprises russes opérant dans le secteur de l'exploitation des ressources naturelles sur le continent. L'enquête révèle par ailleurs que plus de sept jeunes africains sur dix (72%) ressentent préoccupés par l'influence de l'ensemble des puissances étrangères. Ce taux est en baisse par rapport aux précédentes éditions de l'enquête réalisées en 2022 (74%) et en 2020 (81%).

HUILE DE PALME Le Nigeria coopère avec l'Indonésie dans l'huile de palme

Le Nigeria est le premier marché de l'huile de palme en Afrique. Le pays qui est également le premier producteur de cette denrée sur le continent, souhaite améliorer sa production pour réduire davantage sa dépendance aux importations. Au Nigeria, l'Association nationale des producteurs de palme (NPPAN) et l'Association indonésienne de l'huile de palme (GAPKI) ont récemment signé un protocole d'accord à Abuja. Selon les informations relayées par le quotidien local The Guardian, le 31 août dernier, cet accord vise notamment à stimuler l'industrie de l'huile de palme dans les deux pays. Pour la partie nigériane, l'initiative devrait permettre d'accroître la production d'huile de palme et les revenus des agriculteurs. « Le protocole d'accord offrirait aux petits exploitants agricoles du Nigeria un accès à des connaissances, des technologies et des opportunités économiques vitales dans le secteur de l'huile de palme », souligne Alphonsus Nnyang, président de la NPPAN, « Ce protocole est conçu pour augmenter nos exportations d'huile de palme vers le Nigeria. Grâce à l'expertise de l'Indonésie et à la position géographique avantageuse du Nigeria, le partenariat devrait entraîner une croissance substantielle des industries de l'huile de palme des deux pays », a déclaré pour sa part Lolita Bangun, secrétaire générale adjointe de GAPKI. Pour rappel, le Nigeria est le 5ème producteur mondial d'huile de palme, derrière l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et la Colombie. D'après le Département américain de l'agriculture (Usda), le pays devrait importer 22 % de sa consommation qui est attendue à plus de 1,9 million de tonnes en 2024/2025.

POINT-MARCHÉS

L'Europe démarre dans le rouge avant les PMI et des indicateurs clés

Les principales Bourses européennes sont en nette baisse mercredi en matinée dans un contexte d'aversion au risque liée aux inquiétudes sur la croissance américaine et aux nouvelles en provenance de Chine alors que les publications attendues des PMI services en Europe et les premières données sur l'emploi américain n'incitent guère à la prise de risque.

À Paris, le CAC 40 perd 0,88% à 7.511,12 points vers 07h20 GMT. À Londres, le FTSE 100 abandonne 0,73% et à Francfort, le Dax fléchit de 1%. L'indice Euro-Stoxx 50 recule de 1,04%, le FTSEurofirst 300 de 1,07% et le Stoxx 600 de 1,17%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une baisse de 0,14% pour le Dow Jones, de 0,36% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,59% pour le Nasdaq, au lendemain d'une séance déjà dans le rouge où Boeing (-7,3%) et Nvidia (-9,5%), valeur phare de l'intelligence artificielle, ont particulièrement dévié. Dans le sillage de la glissade à Wall Street, les places asiatiques, notamment au Japon, ont souffert alors que l'enthousiasme des investisseurs pour l'intelligence artificielle (IA) s'érode. Le groupe japonais Advantest, four-

nisseur de Nvidia, a chuté de 7,74%, tandis que le taiwanais TSMC abandonnait 5,43% et le sud-coréen SK Hynix 8,2%. En outre, la croissance de l'activité du secteur des services en Chine a ralenti en août avec un indice PMI calculé par Caixin/S&P Global à 51,6, poussant certaines firmes à réduire leurs effectifs sur fond d'inquiétude sur la hausse des coûts, ce qui plaide selon les analystes pour de nouvelles mesures de relance de la part de Pékin. En Europe où la reprise reste fragile, les investisseurs espèrent que la première estimation des PMI services en zone euro, qui avaient surpris par leur vigueur en août sans toutefois remettre en cause la perspective d'une baisse des taux d'intérêt dans le bloc, se confirmera. Ils auront aussi dans leur radar l'indice des

prix à la production en zone euro à l'approche de la réunion la semaine prochaine de la Banque centrale européenne au cours de laquelle l'institution devrait procéder à une nouvelle réduction de ses coûts d'emprunt. Au-delà de ces statistiques, le marché a surtout le regard tourné vers le rapport mensuel officiel sur l'emploi américain, prévu vendredi. La publication à 14h00 GMT de l'enquête mensuelle Jolts sur les ouvertures de postes permettra de confirmer ou d'infirmer les craintes d'une détérioration accélérée du marché du travail aux Etats-Unis. Les responsables de la Réserve fédérale américaine (Fed) attendent les nouvelles données pour se prononcer sur l'ampleur de la baisse des taux d'intérêt prévus lors de la réunion des 17 et 18 septembre. "Il y a de nombreuses responsabilités partagées. Nvidia, Tech, la faiblesse des données américaines, la morosité de la Chine", résume Vishnu Varathan, responsable en macroéconomie chez Mizuho Bank, pour expliquer la dé-

route actuelle des marchés. En Bourse en Europe, la tendance négative est emmenée essentiellement par le compartiment technologique (-2,54%) et les secteurs cycliques comme les ressources de base (-0,86%). Dans l'actualité des entreprises, Commerzbank recule de plus de 2% alors que l'Etat allemand a annoncé son intention de réduire sa participation dans la banque qui a bénéficié d'un plan de sauvetage lors de la crise financière mondiale de 2008. Volkswagen cède 1,04% alors que la direction du constructeur automobile allemand devra faire face ce mercredi à des salariés inquiets lors d'une réunion au siège social, où elle propose d'importantes coupes budgétaires. Direct Line Insurance Group cède 1,1% après avoir publié mercredi un bénéfice d'exploitation semestriel inférieur aux attentes, tandis que le groupe immobilier Barratt abandonne 1,30% après avoir fait état d'une chute de 56% de son bénéfice annuel.

Les Bourses asiatiques chutent dans le sillage de Wall Street

La Bourse de Tokyo plongeait mercredi matin dans le sillage de Wall Street, l'estée par la vigueur du yen et un regain d'inquiétude des investisseurs au sujet de la conjoncture mondiale, tandis que les Bourses chinoises reculaient de concert. L'indice vedette Nikkei perdait 3,71% à 37.250,95 points vers 01h05 GMT, et l'indice élargi Topix lâchait 3,10% à 2.648,66 points. Les marchés japonais sont secoués par «la faiblesse des actions américaines la veille et par la vivacité» du yen, a commenté l'analyste To-shiyuki Kanayama de Monex. La Bourse de New York avait clôturé en forte baisse la veille, ébranlée par un regain d'inquiétude des investisseurs quant à la santé de l'économie mondiale. Septembre est traditionnellement un mois faible pour les actions, cependant «il ne s'agit pas seulement ici de l'effeuillage du calendrier, mais aussi de la réaction des investisseurs à une publication loin d'être rassurante» sur l'activité dans le secteur manufacturier aux États-Unis, a analysé Stephen Innes de SPI Asset Management. Déjà le mois dernier, les craintes quant à la

croissance économique qui avaient affolé les marchés «avaient été alimentées par une jauge de l'emploi médiocre dans le rapport de juillet sur l'industrie manufacturière», a-t-il rappelé. Wall Street, où l'indice VIX - dit «indice de la peur» - mesurant la fébrilité des investisseurs s'est envolé de 33% mardi, avait également été marquée par des prises de bénéfices et la chute des valeurs liées aux semi-conducteurs, le champion Nvidia en tête.

Les semi-conducteurs en chute À Tokyo, les actions du secteur étaient les premières victimes de cette crispation, Advantest dégringolant de 9,60% et Tokyo Electron de 7,47%. À Hong Kong, l'indice Hang Seng reculait de 1,48% à 17.390,24 points dans les premiers échanges. Au même moment, l'indice composite de Shanghai cédaient 0,53% à 2.788,06 points et celui de Shenzhen perdait 0,41% à 1.524,40 points. Sur le marché des changes, le yen se stabilisait mercredi après avoir connu une hausse significative la veille, particulièrement face au dollar, après la prise de parole du gouver-

neur de la Banque du Japon (BoJ) qui a réitéré que l'institution relèverait ses taux si l'économie évoluait conformément à ses attentes. «Les conflits en cours, les tensions commerciales et les ralentissements économiques potentiels dans des régions clés pourraient entraîner une augmentation de la demande de dollars dans un contexte d'aversion au risque au niveau mondial», a par ailleurs commenté Charu Chanana, stratège des devises chez Saxo Capital Markets. Le dollar refluaient à 145,18 yens vers 01h00 GMT contre 145,48 yens mardi à 21h00 GMT. L'euro baissait aussi à 160,44 yens contre 160,66 yens la veille, et se négociait pour 1,1049 dollar au lieu de 1,1043 dollar mardi. Les prix du pétrole se stabilisaient mercredi après être tombés la veille à leur plus bas niveau depuis huit mois, les opérateurs s'inquiétant d'un déséquilibre fondamental entre une demande terne et une offre qui pourrait augmenter. Le baril de WTI américain perdait 0,51% à 69,99 dollars et celui de Brent de la mer du Nord reculait de 0,46% à 73,41 dollars vers 01h00 GMT.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 04 Septembre 2024
Valeur : 06 Septembre 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.9771	132.9921
1	EUR	EURO		146.6870	146.7302
1	GBP	POUND STERLING		174.4420	174.4616
100	JPY	JAPANESE YEN		91.6199	91.6492
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6934	18.6963
1	CHF	SWISS FRANC		156.6833	156.7194
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.1308	98.1492
1	DKK	DANISH KRONE		19.6997	19.7049
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8826	12.8862
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.4076	12.4120
1	AED	UAE DIRHAM		36.2000	36.2139
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4294	35.4353
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.9921	435.1836
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.2318	43.6663
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6258	13.6274
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.1659	27.3051
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3488	3.3592
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.6083	178.6083

PÉNALISÉE COMME LE RESTE DES MARCHÉS MONDIAUX Recul de la Bourse de Paris (-0,68%)

La Bourse de Paris recule de 0,68% mercredi matin, pénalisée comme le reste des marchés mondiaux par le retour des craintes de récession aux États-Unis et le repli du secteur des semi-conducteurs. L'indice principal CAC 40 reculait de 51,16 points à 7.522,86 points vers 09H50, après avoir lâché près de 1% dans les premiers échanges. Mardi l'indice a perdu 0,93% pour finir à 7.575,10 points. À Wall Street, l'indice Nasdaq est celui qui a le plus souffert mardi : -3,26%, plombé par une chute de plus de 9% du géant américain des puces Nvidia, victime de prises de bénéfices comme le reste du secteur des micro-processeurs. Dans le sillage de cette aversion au risque aux États-Unis, les Bourses asiatiques se replient mercredi, surtout à Tokyo, où l'indice Nikkei a perdu 4,24%. «Le stress revient avant les chiffres d'emploi aux États-Unis», constatent les analystes de Natixis CIB Research. Le déclen-

cheur de cette aversion au risque a été la publication mardi de l'indice ISM concernant l'activité dans le secteur manufacturier, restée en contraction au mois d'août aux États-Unis, avec un niveau de nouvelles commandes au plus bas depuis mai 2023. «Cela suggère que la croissance mondiale devrait rester limitée dans les prochains mois», observe Xavier Chapard, de l'équipe de recherche et stratégie de LBP AM. Ces données ont ravivé les craintes de récession qui ont contribué à la chute des marchés début août, et ont fait tanguer tous les marchés mardi, pétrole et taux obligataires compris. Les investisseurs attendent la publication du crucial rapport mensuel sur l'emploi américain, prévue vendredi, et prendront également connaissance d'autres données concernant le marché de l'emploi aux États-Unis qui tomberont tout au long de la semaine. «Les chiffres d'emploi américain publiés vendredi seront primor-

diaux», notamment compte tenu des fortes baisses de taux d'intérêt attendues d'ici an par les investisseurs, estime Xavier Chapard. En Europe, des indices d'activité PMI pour plusieurs pays de la zone euro figurent à l'agenda de mercredi.

Les puces chassées

Dans le sillage de la chute de 9,53% de Nvidia à Wall Street, tout le secteur des microprocesseurs sur les marchés. À Paris, STMicroelectronics reculait de 2,10% à 26,79 euros et Soitec perdait 3,80% à 103,90 euros. Le secteur des semi-conducteurs a profité depuis près de deux ans de l'engouement pour l'intelligence artificielle. La valeur de l'action Nvidia a notamment été multipliée par 7 en deux ans. Mais désormais les investisseurs se demandent si ces valorisations ne sont pas trop élevées. Ipek Ozkardeskaya, analyste de

Swissquote Bank, observe notamment «un signe de fatigue» des investisseurs autour du thème des puces et de l'intelligence artificielle. Par ailleurs, selon plusieurs médias américains, le ministère de la Justice américain enquêterait sur de possibles infractions à la concurrence de la part de Nvidia.

La Chine pèse sur le luxe

De nouvelles données peu réjouissantes ont été publiées concernant l'économie chinoise, un marché important pour le secteur du luxe. L'indice d'activité PMI, calculé par le cabinet S&P Global et le média économique chinois Caixin, a montré mercredi que l'activité dans les services en Chine s'est tassée en août avec un rythme de progression parmi les plus faibles cette année. LVMH reculait de 2,27% à 655,80 euros, Kering de 2,12% à 248,75 euros et Hermès de 1,34% à 2.135 euros.

AUSTRALIE

Sydney tire pour la première fois moins de 50% de son électricité du charbon

C'est un évènement pour l'un des pays les plus extracteurs au monde. La part du charbon a représenté pour la première fois moins de 50% de la production d'électricité en Australie durant la dernière semaine d'août, un niveau record en parallèle d'une hausse de la part des énergies renouvelables.

D'après la plateforme de surveillance des données publiques du marché de l'électricité Open-NEM, le charbon a permis de produire 49,1% de l'électricité australienne durant la dernière semaine d'août, tandis que les énergies renouvelables ont compté pour 48,7%, des tempêtes ayant permis de renforcer la production d'origine éolienne. L'Australie reste pour autant l'un des principaux exportateurs mondiaux de charbon et de gaz. Elle dépend fortement des combustibles fossiles pour générer son électricité. D'après l'expert de la finance du climat Tim Buckley, le plus bas atteint en août a été causé par une météo turbulente et des températures élevées pour un passage au printemps austral, qui ont réduit de jusqu'à 20% la demande. Des vents dépassant les 150 km/h dans le sud-est du pays ont quasiment multiplié par deux la production d'électricité d'origine éolienne. "C'est un plus bas historique pour la part du charbon sur le marché australien de l'électri-

cité, mais c'est aussi un signe de ce vers quoi nous nous dirigeons", estime M. Buckley auprès de l'AFP, affirmant que "dans quelques années seulement, la part du charbon sera pratiquement nulle". Entre 2022 et 2023, les combustibles fossiles ont compté pour 91% de la consommation nationale d'énergie, un indicateur plus large que la production d'électricité puisqu'il inclut les combustibles utilisés dans les secteurs du transport et de l'industrie.

Développement des renouvelables

La plupart des 16 centrales australiennes à charbon devant fermer dans les prochaines années, le gouverneur et le secteur investissent dans les énergies renouvelables. Canberra a d'ailleurs dévoilé mercredi six projets pour permettre le stockage de 1.000 mégawatts d'électricité d'ici 2027 dans le pays. D'après le ministre de l'Energie Chris Bowen, la transition énergétique est en marche parce que "le climat l'exige, et la réa-

lité économique" aussi. "Nous devons mettre en oeuvre des solutions adaptées maintenant, pas dans une décennie, pas dans deux décennies, pour être certains que les besoins en énergie de l'Australie seront satisfaits." Les investissements nationaux dans le secteur des renouvelables s'accroissent, mais restent à la traîne par rapport à d'autres pays, affirme toutefois Tim Buckley. "La Chine a dépassé l'Australie dans les renouvelables. Elle investit près de 1.000 milliards de dollars australiens (606 milliards d'euros) par an en technologie propre et en ce qui concerne les renouvelables", explique l'expert. "La Chine installe autant de nouvelles capacités dans les renouvelables en une semaine que l'Australie ne le fait en une année", ajoute M. Buckley. La semaine dernière, le régulateur australien de l'énergie a averti que des investissements dans le secteur étaient nécessaires pour éviter des pannes de courant dans les prochaines décennies, qui devraient voir la demande s'envoler.

APRÈS L'OUVERTURE À UNE BAISSSE DES TAUX DÈS SEPTEMBRE AUX ETATS-UNIS L'or continue de flamber

L'affaiblissement du dollar, conséquence de la baisse des taux annoncée pour septembre aux Etats-Unis, fait battre des records au métal jaune. Une tendance renforcée par l'instabilité au Moyen-Orient. La parole de Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), est d'or. Au sens propre. L'once de métal précieux s'est encore enflammée dans la perspective de la conférence de Jackson Hole (Wyoming), aux Etats-Unis. Lors de cette rencontre, qualifiée de grand-messe des banquiers centraux, le grand oracle financier devait s'exprimer.

C'est peu dire que les déclarations de M. Powell étaient attendues. Déjà, lundi 19 août, l'once de 31 grammes avait franchi la barre symbolique des 2 500 dollars (soit 2 230 euros). Record historique battu. Pas pour longtemps. Le lendemain, elle clôturait à 2 514 dollars après avoir passé, en séance, 2 530 dollars. Depuis, la fièvre est un peu retombée. Mais vendredi 23 août, jour du discours de M. Powell, l'or est repassé au-dessus des 2 500 dollars l'once. Comparé à son cours de début janvier, il signe une progression de plus de 20 %.

Irrésistible ascension

Le métal précieux est en fait en ébullition depuis fin 2023. Et il a entrepris dès lors une irrésistible ascension, volant de record en record. Cette flambée est régulièrement alimentée par les propos de M. Powell mais aussi, et peut-être surtout, par les anticipations faites par les investisseurs de ses futures prises de position. Avec un seul sujet lancinant certes, la baisse des taux d'intérêt, mais décliné en une multitude de conjectures possibles sur le calendrier et le rythme de baisse. « Le temps est venu pour un ajuste-

ment de politique » monétaire, a finalement déclaré M. Powell. Il a ainsi ouvert la voie à une possible première baisse des taux lors de la prochaine réunion de l'institution, prévue les 17 et 18 septembre. Cette perspective fait chuter le billet vert et propulse l'or au firmament. D'autant qu'un loyer de l'argent plus bas favorise le métal jaune qui ne verse pas d'intérêt. « La combinaison d'un dollar et de rendements du Trésor plus faibles », actifs refuges traditionnellement concurrents de l'or, continue de soutenir son cours, a indiqué à l'Agence France-Presse Ole Hansen, analyste de Saxobank.

SELON UN RAPPORT EUROPÉEN Les aides aux agriculteurs devraient être «plus ciblées»

Un rapport commandé par la Commission européenne appelle à recentrer la future politique agricole commune vers les agriculteurs «qui en ont le plus besoin» et plaide pour la création d'un fonds spécifique dédié à la transition écologique du secteur. La présidente de la Commission Ursula von der Leyen avait commandé ce rapport début 2024 en pleine colère agricole dans plusieurs pays européens. Fruit d'un «dialogue stratégique» entre acteurs agricoles et ONG environnementales, piloté par l'universitaire allemand Peter Strohschneider, le document présenté mercredi réclame une réforme structurelle de l'actuelle Politique agricole commune (PAC) et ses 387 milliards d'euros de financement. La négociation de la future PAC (2028-2034) constitue l'un des dossiers sensibles de la nouvelle Commission européenne en cours d'installation. Plutôt qu'un calcul des aides en fonction de la taille des exploitations, le rapport recommande une «aide au revenu beaucoup plus ciblée» vers les agriculteurs «qui en ont le plus besoin» afin «d'empêcher l'abandon des exploitations» et leur permettre de «disposer d'un revenu décent». Il appelle à soutenir les «petites exploitations et les exploitations mixtes, les jeunes agriculteurs, les nouveaux entrants et les agriculteurs installés dans les zones soumises à des contraintes naturelles». L'ONG environnementale Greenpeace a apporté son soutien à ce rapport, jugeant le fonctionnement actuel de la PAC «stupide» car trop favorable aux «fermes-usines». En matière de transition écologique, le rapport estime par ailleurs qu'un «fonds temporaire pour une transition juste devrait être mis en place en dehors de la PAC pour compléter le soutien à la transition rapide du secteur». Confronté au mouvement de colère des agriculteurs, Bruxelles avait enchaîné les concessions début 2024, revenant sur une partie des ambitions du pacte vert, le «Green Deal », quitte à s'attirer les critiques des ONG. Devant la presse mercredi, Ursula von der Leyen a revendiqué une «nouvelle approche» avec les agriculteurs, davantage «de confiance» et moins de bureaucratie, tout en soulignant son attachement aux «objectifs climatiques». «Nous devons soutenir une agriculture qui travaille pour la nature et avec la nature», a-t-elle assuré.

ETATS UNIS

L'inflation poursuit son ralentissement à 2,9 % en juillet, son plus bas niveau depuis mars 2021

Les prix des biens, notamment des véhicules et de l'habillement, ont contribué à cette baisse, tandis que les services hors énergie ont vu leurs prix augmenter. L'inflation aux Etats-Unis a poursuivi son ralentissement au mois de juillet à 2,9 % sur un an, contre 3 % le mois précédent, soit son niveau le plus bas depuis mars 2021 et légèrement en retrait par rapport aux attentes, selon l'indice des prix à la consommation (CPI) publié mercredi 14 août. Selon les données du département du travail, les prix sur un mois ont, en revanche, augmenté de 0,2 %, après une baisse de 0,1 % en juin. En excluant les prix de l'énergie et de l'alimentation, par nature plus

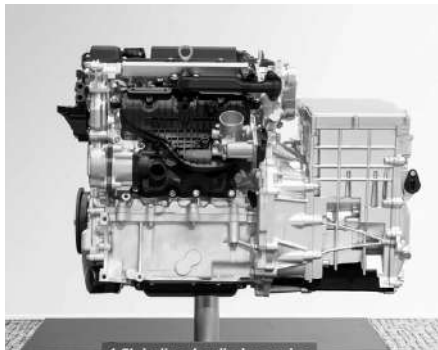
volatils, l'inflation dite sous-jacente est de 3,2 % sur un an, conforme aux attentes et en léger recul par rapport au mois précédent (3,3 %). Les prix des biens sont la principale raison de la baisse, avec en particulier un recul des prix des véhicules neufs et d'occasion et, dans une moindre mesure, de l'habillement et des carburants. Les prix des services hors énergie, qui sont les principaux vecteurs de l'inflation depuis plusieurs mois, sont en revanche repartis à la hausse sur un mois, de 0,3 %, contre 0,1 % en juin, avec en particulier un regain dans le logement et les services de transport.

La Fed a refusé une baisse des taux

Malgré tout, dans l'ensemble, la tendance devrait venir confirmer les données publiées jusqu'ici et le sentiment que l'inflation est bien sur le chemin pour revenir progressivement vers la cible de 2 % à long terme fixée par la Réserve fédérale (Fed). L'institution s'est jusqu'ici refusée à abaisser ses taux d'intérêt, estimant qu'elle ne disposait pas des données nécessaires montrant un retour durable vers la cible. L'inflation aux Etats-Unis avait connu un pic dans la foulée de la réouverture de l'économie mondiale, après la pandémie de Covid-19, atteignant jusqu'à 9,5 % en rythme annuel en juin 2022. La Fed avait

remonté résolument ses taux, jusqu'à les amener à une fourchette comprise entre 5,25 % et 5,50 %, à leur niveau le plus élevé depuis le début du siècle. L'inflation a depuis connu un fort ralentissement, retombant autour de 2,6 % en moyenne ces derniers mois, selon l'indice PCE – privilégié par la Fed –, mais après une baisse rapide durant la seconde moitié de 2023, elle a eu tendance à se stabiliser entre 2,5 % et 3 % depuis le début de cette année. La prochaine réunion de la Fed est prévue à la mi-septembre et la majorité des analystes s'attend à ce qu'elle annonce sa première baisse des taux. Il s'agira de la dernière réunion avant la tenue de l'élection présidentielle américaine, le 5 novembre.

Le moteur 2.0 AMG de 421 ch bientôt battu par un nouveau 2.0 Toyota ?



La firme japonaise élabore un nouveau type de moteur thermique, dont la puissance atteindrait 600 ch sans utiliser de carburant fossile. Toyota ne met pas tous ses œufs dans le même panier. Hormis le diesel abandonné depuis 2018 sur les voitures particulières, la marque nipponne propose des moteurs fonctionnant à l'essence (hybride et hybride rechargeable), à l'électricité et à l'hydrogène. En marge du partenariat technique avec Mazda et Subaru concernant le développement des moteurs thermiques, Toyota élabore depuis plusieurs années des moteurs à combustion fonctionnant à l'hydrogène pour la compétition. Selon le directeur technique de la marque, Hiroki Nakajima, l'expérience en compétition avec ce type de motorisation est totalement bénéfique à la prochaine génération de moteurs et ouvre la voie à de nouvelles possibilités.

600 ch pour seulement 2.0 de cylindrée ?

Deux blocs sont actuellement à l'étude. Un quatre cylindres 1.5 atmosphérique et turbo, ainsi qu'un 2.0 turbo. En plus d'être plus compact, de l'ordre de 10 à 20 %, par rapport à ceux que l'on trouve sous le capot aujourd'hui, leurs puissances sont très élevées. En effet, le bloc 2.0 turbo pourrait développer jusqu'à 600 ch, notamment dans le cadre de la compétition. Toutefois, une version de série de 400 ch serait envisagée, sans aucune assistance électrique. Le moteur 2.0 AMG fort de 421 ch ne serait plus le seul à développer plus de 200 ch au litre. En plus de disposer d'un très haut rendement, ces nouveaux moteurs fonctionneront à terme avec des biocarburants ou carburants de synthèse, et pourquoi pas à l'hydrogène liquide. En attendant, ils devraient arriver sur le marché d'ici 2027 en étant conformes aux normes Euro 7. Pour Toyota également, le moteur thermique n'a pas dit son dernier mot.

Un grand constructeur ose lancer un moteur atmosphérique

Vous ne risquez pas d'en voir d'autres cette année : Nissan dévoile le nouveau Patrol, doté d'un V6... atmosphérique. Et sans aucune assistance électrique. Une offre devenue rare, et évidemment pas vendue chez nous.



Il y a l'Europe et ses normes environnementales de plus en plus strictes, qui vont dans le sens d'un parc thermique et hybride moins gourmand, et puis il y a les autres. Notamment certains marchés comme l'Australie ou le Moyen-Orient, qui n'ont clairement pas les mêmes ambitions que l'Europe en matière de réduction de la consommation des véhicules. C'est d'ailleurs là-bas que vous retrouvez les engins les plus exotiques. Et le nouveau Patrol en fait partie. Nissan dévoile officiellement sa septième génération, qui sera toujours vendue sous le nom "Patrol" au Moyen-Orient. Et la petite surprise est à retrouver sous le capot.

Un V6 atmosphérique en 2024. Imaginez un peu, c'est comme si Renault continuait de proposer son deux litres atmosphérique F4 sur la Clio aux côtés de la version E-Tech. À ceci près que Nissan a tout de même pris soin de moderniser son V6 3.8 atmosphérique pour l'intégrer dans le compartiment moteur d'un Patrol à double motorisation : un V6 biturbo et ce bon vieux six cylindres sans aucune assistance respiratoire ou électrique. En dehors de la Ferrari 12Cilindri ou de la Bugatti Tourbillon, voilà donc un des rares lancements à moteur atmosphérique en 2024 ! Les clients préféreront probablement la version suralimentée 3.3 de 431 ch et 700 Nm à ce moteur probablement issu de la famille VR, qui n'affiche "que" 319 ch et surtout 386 Nm.

Avec ses 5,20 m de long et ses 2,03 m de large, le nouveau Patrol n'était de toute façon pas prédestiné à l'Europe.



Nissan assure avoir conservé les capacités off-road du mythe japonais, avec une suspension pneumatique largement personnalisable et, bien sûr, les quatre roues motrices permanentes avec blocage de différentiel. Mais le nouveau Patrol aura fort à faire, puisque 2024 est l'année des 4x4 : la concurrence sera rude avec le nouveau Toyota Land Cruiser qui, lui, fait exclusivement appel à un moteur suralimenté.

Mais un Patrol de 2024 ne peut plus

être aussi rustique qu'un Y60 des années 1990. À bord, c'est donc la révolution, avec un double écran qui intègre nativement – il faut le signaler – Google Automotive. Le son fourni par Klipsch et la conduite semi-autonome Pro Pilot sont aussi là pour nous rappeler que le Patrol doit désormais séduire autant les baroudeurs purs et durs que les routiers cherchant un engin à tout faire, mais à la fibre routière exacerbée.

VOUS EN DOUTIEZ ENCORE ?

On nous espionne vraiment ! Facebook, mais aussi les autres nous écoutent grâce à notre téléphone

Dans un document de présentation, Cox Media Group indique à ses clients utiliser l'IA pour écouter nos conversations en passant par les micros de nos smartphones, dans le but de cibler les publicités. Les GAFAM réagissent.

On nous l'a répété mille fois : nos téléphones nous écoutent. Mais on n'y croyait pas vraiment. Ou plutôt, on ne voulait pas y croire. Pourtant, une fuite récente vient confirmer nos pires craintes. Le groupe tentaculaire de médias américains Cox Media Group s'est vanté dans l'un de ses « pitch deck » de son outil publicitaire baptisé « Écoute active ». Ce dernier utilise l'intelligence artificielle pour analyser nos conversations captées par les micros de nos mobiles, tablettes et autres assistants vocaux connectés. Tout ne serait resté qu'un secret de polichinelle si ce document n'avait pas fuité. Le site 404 Media a pu se le procurer, et c'est donc vrai. Écoute active peut capter nos conversations et mieux nous cibler, avec des publicités ultra-personnalisées en fonction de ce que nous disons dans l'intimité de nos foyers. Un Big Brother version 2.0 qui fait froid dans le dos, non ?

CMG nous écoute et monétise nos conversations

Le pitch deck de Cox Media Group ne laisse planer aucun doute : l'entreprise affirme pouvoir « capturer des données d'intention en temps réel en écoutant nos conversations ». En clair, l'outil Écoute active utiliserait l'intelligence artificielle pour analyser les en-



registrements audio collectés grâce aux micros de nos appareils. Ces données vocales seraient ensuite croisées avec notre comportement en ligne pour identifier les consommateurs « prêts à acheter ».

CMG se vante de pouvoir collecter et analyser des données comportementales et vocales provenant de plus de 470 sources différentes. Une fois le profil d'un utilisateur établi, l'entreprise génère des listes de cibles publicitaires dans un rayon de 10 à 20 miles, soit entre 15 et 30 kilomètres environ. Ces listes sont ensuite vendues aux an-

nonceurs, qui peuvent diffuser leurs publicités sur divers canaux : TV en streaming, audio, display, réseaux sociaux, moteurs de recherche, etc. Et comme CMG n'est pas d'une nature philanthrope, elle facture ce service 100 dollars par jour pour un ciblage dans un rayon de 10 miles, et 200 pour 20 miles.

Un business juteux que CMG prétend légal, car les utilisateurs acceptent d'être écoutés en validant les conditions d'utilisation des applications. Sommes-nous si peu nombreux à les lire

Les géants de la tech dans l'embarras

Dans son pitch deck, Cox Media Group n'hésite pas non plus à lâcher les noms de ses plus gros clients. C'est ainsi qu'elle évoque des partenariats avec les plus grands noms de la tech : Facebook, Google et Amazon. Google a réagi promptement en retirant CMG de son programme de partenaires publicitaires. Le géant de Mountain View affirme que « tous les annonceurs doivent se conformer aux lois et réglementations applicables ainsi qu'à nos politiques Google Ads ». Une manière de se désolidariser rapidement de pratiques potentiellement illégales. Du côté d'Amazon, la réponse est sans équivoque : « Amazon Ads n'a jamais travaillé avec CMG sur ce programme et n'a pas l'intention de le faire », selon un porte-parole du géant de la vente en ligne.

Une déclaration claire qui vise à couper court toute polémique. Meta (maison mère de Facebook) joue quant à elle sur les mots. L'entreprise de Mark Zuckerberg affirme que le pitch deck présente Meta comme un « partenaire marketing général », et non comme un partenaire spécifique de ce programme d'écoute. Une nuance subtile qui ne convainc pas totalement. Meta a toutefois indiqué examiner si CMG viole ses conditions de service. Il faut dire que les géants du GAFAM sont soumis au DSA, qui ne laisse rien passer depuis sa mise en application en février dernier.

Orange débranche son cloud Flexible Engine conçu avec Huawei

Créée en 2018, l'offre cloud conjointe Flexible Engine d'Orange Business et Huawei est arrêtée. Les clients n'ont pas d'autres choix que de migrer vers d'autres solutions. En 2018 Orange Business affichait ses ambitions dans le cloud à l'international en s'alliant avec le fournisseur chinois Huawei en lançant Flexible Engine. Mais l'aventure s'est achevée comme l'a récemment annoncé notre confrère de L'Informé (sur abonnement). Cette solution, conçue sur base OpenStack, a fini par se retrouver coincée entre deux autres devenues prioritaires pour la SSI de l'opérateur télécom comme nous l'avait indiqué François Fleutiaux, directeur général d'Orange Business. A savoir Cloud Avenue, un cloud privé basé sur la technologie VMware en cours de labellisation SecNumCloud d'ici 2024, et l'offre de cloud public Bleu - concurrente de S3NS ou Numspot - à laquelle la



SSI de l'opérateur est associée aux côtés de Capgemini et de Microsoft, au lancement commercial discret.

"Le marché que nous adressons ne justifiait pas de maintenir trois services en parallèle", nous a

confirmé un porte-parole d'Orange Business. "Nous avons donc pris la décision de rationaliser notre portefeuille et de concentrer nos efforts sur notre offre Cloud Avenue et nos services d'accompagnement associés." Questionné

sur le bilan du partenariat mené avec Huawei, Orange Business a toutefois botté en touche, précisant simplement qu'au-delà de ses services cloud, le fournisseur chinois fait partie de ses fournisseurs, notamment en Afrique, pour le réseau mobile au même titre que ZTE mais aussi Nokia et Ericsson.

Rationalisation, économies et polémique chinoise

L'arrêt de Flexible Engine constitue non seulement un moyen pour Orange Business de "simplifier ses offres" mais également de faire des économies, un objectif devenu crucial depuis plus d'un an avec l'annonce du plan de relance stratégique qui s'était accompagné aussi d'un plan social affectant 643 postes. Enfin, en enterrant Flexible Engine, Orange Business met également un terme à la polémique et aux inquiétudes engendrées par cette offre au plus

haut niveau de l'Etat (services de renseignement, secrétaire général de la défense et Bercy) comme le rapportait à l'époque le Canard Enchaîné. Ce rapprochement avec Huawei avait été aussi l'occasion pour l'Etat de réorienter sa stratégie cloud affinée en 2021. L'offre a principalement séduit des entreprises à l'international (la cible initiale) dont au moins 10 % de celles appartenant au Fortune 200, mais aussi des clients européens dont PSA et l'agence spatiale européenne. Avec l'arrêt de cette offre, que va-t-il se passer ? En coulisse, Orange Business travaille en fait depuis quelques mois sur un plan de fermeture à la fois commercial et technique "pour échanger avec l'ensemble des clients, définir leurs besoins et préparer la migration vers d'autres solutions", poursuit le porte-parole. On ne doit pas trop se tromper en pariant qu'il s'agit de Cloud Avenue et de Bleu...

Mots fléchés

Hochet de la république (4 mots) Cataclysmes		Pasteur Montre		Retirés Camp de prisonnier		Minestrone		Charme Jeunes garçons au service d'un roi		Marque l'égalité Légumineuse		Îlien	
												Pronom personnel	
Si elle est de mer, c'est une baudroie Déroutillages						Cacherons Périodes de trois mois							
											Pour remplacer Originaires		
Prénom masculin Conifère					Préfecture du Lot-et-Garonne Évaluation d'une quantité					Inefficace Malheur			
			Confidentes Repous-sante						Maison espagnole Plante herbacée				
Monnaies d'échange							Devant le notaire	Outre-cuidant				Relatif à la Haute-Ecosse	
Navire				Échanson									
Actrice, chanteuse américaine		Ensemble des animaux d'une région						Désolé Race de chien					
				Secteur radial Artisan			Plafonds voûtés Mariné						Roupillon
Sentiment de lassitude		Saison chaude Exposa				Panades							
					Vêtement						Dispositifs contraceptifs	Occupé	
Filet pour capturer les oiseaux Déesse de l'agriculture						Qui est situé dans le ciel Note de musique							
					Il a eu son âge				Possédée	Possessif			
Ville de fouilles Crier			Espagnols et portugais		Équipe-ment Respect								
						Liquide Le plus vieux				Plante herbacée Insolites			
Soin	Souverain de Russie	Fonda Poids de l'emballage					Saint de la joie Il peut-être mauvais					Ville fondée par les grecs de Phocée	Chlorures de sodium
									Sous-préfecture du Gard				
Elle est serrée dans sa boîte Étendue d'eau								Fragile Radium					
				Premier ministre israélien (Golda)					Commune du Morbihan				
Reliquat						Abandonnés							

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, s'est entretenu, mercredi à Pékin, avec le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Mauritiens de l'extérieur de la République islamique de Mauritanie, M. Mohamed Salem Ould Merzoug, dans le cadre de ses rencontres bilatérales en marge de la réunion ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, les deux ministres "se sont concertés sur les principaux axes et sujets à l'ordre du jour du Sommet Chine-Afrique, dont les travaux débiteront jeudi, et ont procédé à un échange de vues sur les développements de la situation aux niveaux régional et continental", précise la même source.



RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs examinés

Par R E.

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de projets de décrets exécutifs et d'exposés relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué des Services du Premier ministre. Cette réunion du Gouvernement a été consacrée à l'examen d'un projet de décret exécutif relatif à la restructuration des instituts nationaux de formation supérieure des cadres de la jeunesse et des sports, visant à améliorer leur gouvernance et à assurer les meilleures conditions de formation au profit des cadres

spécialisés en éducation physique, avec des mécanismes appropriés pour la mise à niveau des athlètes d'élite et de haut niveau, et l'attraction des jeunes talents afin de rejoindre ces Instituts, et contribuer au renforcement de l'encadrement des instituts et des structures du secteur de la Jeunesse et du Sport. Par ailleurs, et dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des orientations de monsieur le Président de la République données lors du Conseil des ministres du 2 juin 2024 à l'effet de réduire la pression sur les ports, d'assurer un traitement efficace des conteneurs et de réduire les impacts financiers résultant des longs délais d'attente des navires bloqués dans

les ports, « le Gouvernement a examiné les différentes mesures prises à cet égard, notamment en ce qui concerne la numérisation des procédures et le renforcement de la coordination entre les différents intervenants dans cette opération », indique la même source. Le Gouvernement a également examiné deux projets de décrets exécutifs portant renouvellement des licences d'établissement et d'exploitation des réseaux de communication électronique dans le cadre de la continuité des services de communication et l'amélioration des offres techniques et commerciales d'accès à Internet par satellite et les transmissions de données à large bande, et ce, au profit

des particuliers et des entreprises. D'autre part, et dans le cadre des mesures proactives pour faire face aux effets des intempéries, le Gouvernement a passé en revue les mesures prises et celles à mettre en œuvre, notamment en ce qui concerne la conduite de campagnes de prévention des inondations et la nécessité d'assurer une intervention immédiate pour faire face aux effets des intempéries. Enfin, le Gouvernement a poursuivi l'examen des procédures et des mesures prises par les Secteurs concernés dans le cadre des préparatifs de la rentrée sociale sous ses différents aspects.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Les défis du prochain mandat présidentiel

5. et fin : Rétablir les grands équilibres macroéconomiques et redressement économique.

■ L'assainissement des finances publiques et le retour aux équilibres budgétaires. L'extension de la sphère publique pour des raisons évidentes liées à la nature du système politique construit autour de la doctrine de l'Etat social et à la nature du système économique, hérité de la période postindépendance, caractérisé par un secteur public dominant et une centralisation des principales ressources pays (ici les hydrocarbures). Ce sont les idéaux de la révolution d'indépendance qui annonçaient, déjà avant celle-ci, la construction d'un Etat social où la justice sociale régnera et la solidarité nationale sera l'axe central de toutes les politiques publiques. Cette situation a conduit à une intervention de l'Etat sur tous les fronts : soutenir la population et les entreprises sans en tenir compte ni du coût ni de l'efficacité de ces interventions. Le Trésor public a été mis en première ligne dans tous les rouages de l'économie nationale. Ceci ne va pas sans les comportements déviants : gaspillage, corruption, malfaçons, surcoûts, ... et surtout une faible productivité des facteurs de production. Mais la question centrale est comment financer cette sphère publique extensible à l'infinie, alors que les ressources publiques sont nécessairement limitées et fortement dépendantes du contexte international. Autant le caractère social de l'Etat doit être maintenu et même renforcé, les ressources des hydrocarbures risquent de ne pas suffire pour une si large taille de l'intervention de l'Etat. La priorité doit être donnée au service public de base et à la protection sociale selon les règles de l'orthodoxie budgétaire ; la sphère purement économique doit être soumise aux règles de la commercialité et de rentabilité financière. Le financement désordonné de la sphère publique grandissante a creusé les déficits et privé la croissance économique de ressources rares. Aujourd'hui, il faut revenir à une orthodoxie dans l'allocation des ressources entre les différents usages en cherchant en permanence à établir un équilibre entre les usages à caractère social, généralement non productifs, et ceux producteurs de richesses, qui d'ailleurs eux qui vont financer, par l'impôt, les services sociaux, créer des emplois et pérenniser l'Etat social.

Depuis 2011, bien avant le retournement du marché du pétrole de juin 2014, le déficit du Trésor s'est creusé et a représenté en moyenne 10 à 15% du PIB, reflétant une dérive budgétaire quasiment irréversible. Le Fonds de régulation des recettes, créé à d'autres fins dès 2001, a servi au financement de ce déficit jusqu'à la fin de 2016 qui a vu son assèchement. Heureusement, grâce au retour des prix rémunérateurs du pétrole en 2022, ce fonds a été de nouveau renfloué mais sans changement de manière significative de la destination de ses ressources ; on a continué à financer les déficits. Le Financement non conventionnel (la planche à billets), une fausse solution à un vrai problème, a été largement usité entre 2017 et 2019. Présentement, les banques commerciales disposent de ressources suffisantes pour intervenir sur le marché du crédit, mais il se trouve que la demande est encore faible en raison principalement de l'arrêt quasi-total de l'investissement productif (2018 à 2022) à cause des problèmes de foncier industriel. Les nouvelles lois sur l'investissement (2022) et sur le foncier (2023) ont pour objectif de redynamiser l'investissement des entreprises nationales et des IDE. Les conditions sont, aujourd'hui, globalement réunies pour procéder à un redressement des comptes publics, à assainir la sphère publique des dépenses « parasites » et à instaurer des règles de gestion budgétaire axées sur les résultats et non sur l'historique des dépenses et sur les vœux des responsables dont le pouvoir dépend souvent de la surface budgétaire qu'il contrôle. Pour rétablir l'équilibre des comptes publics, deux lignes de conduite s'imposent en matière d'ajustement budgétaire. Du côté des dépenses, il faut imposer et obtenir que toutes les institutions de l'Etat aux niveaux central et local fassent un effort de productivité puisque leurs budgets doivent être stabilisés à prix constant les cinq prochaines années. Les effectifs seront maintenus et les recrutements dans la fonction publique devront être justifiés. En matière de recettes, outre ce qui a été dit sur le traitement du secteur informel, la valorisation des actifs publics par location ou par vente sera d'un grand bénéfice en raison de la multitude de projets infrastructuraux réalisés et qui languissent en attendant d'être utilisés. A titre d'exemple, l'autoroute est-ouest, d'un coût considérable pour l'Etat, peut fournir chaque année plusieurs milliards de dinars par un simple péage. Un effort doit être fait pour améliorer le rende-

ment fiscal et pour chasser les niches fiscales où les politiques de bonification et même d'exonération ne sont plus justifiées.

■ Le redressement économique Il est nécessaire et il est possible. Il passe par la libération des initiatives, la réduction du déficit public, la restructuration du financement de l'économie, la ré-industrialisation du pays autour de la substitution aux importations, la réorganisation de l'activité agricole et la construction d'une nouvelle politique économique extérieure. Il exige aussi la protection des plus faibles, la réduction de la fracture territoriale et la refondation du dialogue social et de la démocratie locale autour d'une gouvernance territoriale ouverte, inclusive et responsable. Les entreprises publiques économiques doivent impérativement se retirer progressivement du secteur concurrentiel. Cette promesse, longtemps faite n'a jamais été tenue. Les secteurs dits 'stratégiques', à définir avec moins d'émotion et de dogmes, doivent donner lieu à des contrats de programme comme cela est pratiqué ailleurs, que les entreprises soient publiques ou privées. D'autres exemples peuvent être cités comme les partenariats public-privé (un projet de loi est en cours d'adoption) ou la concession dès lors que l'Etat se donne les moyens de définir sa demande, de fixer les cahiers de charge et de les faire respecter. Par ailleurs, beaucoup d'Algériens ont profité au cours des vingt dernières années des mannes de l'état-providence pour constituer des patrimoines immobiliers et fonciers considérables et dans certains cas, des patrimoines financiers. L'Etat n'a rien reçu en retour et il est grand temps qu'il reçoive. Ainsi, la taxe foncière et la taxe d'habitation, si importantes pour le financement des collectivités locales à travers le monde, sont d'un apport ridicule en Algérie. L'identification des patrimoines et leur mise à contribution sont une exigence autant budgétaire que d'équité sociale. Elles doivent être mises impérativement à l'ordre du jour des responsables locaux. La numérisation du secteur des domaines aidera à la définition de l'assiette imposable. L'impôt sur la fortune ne doit pas faire peur à nos dirigeants. Il est juste, légitime et exprime la manifestation de cette valeur chère aux algériens : la Solidarité Nationale.